



HORIZONS

APERÇU DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Dans ce numéro

Le Mexique

- Mot de la directrice exécutive** 2
- Le point sur le PRP** 3
- Chroniqueur invité**
Finalement voisins :
le Canada et le
« nouveau » Mexique 4
- Témoins**
Nouvelles dynamiques
nord-américaines 8
- Chroniqueur invité**
Le nouveau plan d'action
nord-américain et les
marchés énergétiques 10
- Liens canadiens** 14
- Dans le Web** 15
- Chroniqueur invité**
Les relations État-société
au Mexique après la
victoire de Fox 16
- Activités à venir** 19
- Programme de recherche**
Le nouveau vocabulaire
démocratique : le système
« E-Mexico » 20
- Partout au Canada**
La Fondation canadienne
pour les Amériques 23
- Chroniqueur invité**
La voie de la démocratie et
du fédéralisme au Mexique 24
- Bulletin**
Mexique Inc. 27
- Programme de recherche**
Coopération entre le
Canada et le Mexique 28
- Témoins**
La transition du Mexique 29
- Le saviez-vous?** 30

Bienvenue!

Bien que les échanges nord-sud en Amérique du Nord existent depuis longtemps, plusieurs changements fondamentaux sont subvenus récemment. L'Accord de libre-échange nord-américain et d'autres éléments ont provoqué l'intensification et l'émergence de nouveaux liens à la grandeur du continent. Ces liens sont centraux dans le contexte actuel d'élaboration des poli-

tiques au Canada et ont des incidences sur l'agenda politique national à court et moyen termes.

Ce numéro du bulletin *Horizons* est consacré au Mexique. Il traite des derniers développements sur le plan politique, social et économique, de même que de la diversification et de la consolidation des relations canado-mexicaines et de leurs

implications pour les politiques publiques au Canada. Nous nous réjouissons de la contribution à ce numéro de l'Ambassadeur du Mexique au Canada, S.E. Ezequiel Padilla Couttolenc et de l'Ambassadeur du Canada au Mexique, S.E. Keith H. Christie dont les perspectives viennent confirmer l'importance d'accroître notre capacité de recherche sur le Mexique.

Le nouveau continent américain

« Les conquérants européens qui ont créé la Nouvelle-France, la Nouvelle Espagne et la Nouvelle-Angleterre – aujourd'hui le Canada, le Mexique et les États-Unis – avaient des origines communes, puisqu'ils provenaient tous de l'ancien monde. Pourtant, les trois pays qui se sont développés à peu près en même temps sur le continent nord-américain ont créé chacun leur version propre et tout à fait unique d'un nouveau monde. Pendant cinq cents ans, ces trois univers ont cohabité, parfois en guerre, mais le plus souvent en paix, séparés par des frontières,

mais aussi par des préjugés beaucoup plus étanches qu'une frontière ne pourra jamais l'être. Puis, presque cinq cents ans après que Colomb eut découvert par hasard le nouveau monde, la dure réalité et la mouvance d'un nouvel ordre économique, conjuguées au souvenir inéluctable des luttes passées, ont amené progressivement une transformation profonde des rapports entre ces trois nations de l'Amérique. »

Pour plus de renseignements, voir DePalma, Anthony. *Here: A Biography of the New American Continent*. New York : Public Affairs, 2001.

Reflexion

« La chance ne sourit qu'aux esprits bien préparés »

– Louis Pasteur

Dans le prochain numéro!

Les communautés sont le lieu où les citoyens vivent. Elles sont l'endroit où les gens vivent les changements, mais aussi une source de stabilité et d'appui face à ceux-ci. Or, la société canadienne vit actuellement une période de changements profonds qui affectent toutes les communautés et les liens qui les unissent. Le prochain numéro du bulletin *Horizons* offrira un aperçu des recherches et des découvertes qui seront l'objet de discussions dans le cadre de la quatrième conférence nationale de la recherche sur les politiques, *Rassembler les communautés*. Il y sera notamment question des communautés innovantes, durables, socioculturelles et virtuelles. La conférence aura lieu du 5 au 7 décembre 2001, au Centre des congrès d'Ottawa. Si vous connaissez des recherches ou programmes susceptibles d'intéresser les lecteurs, veuillez communiquer avec nous à l'adresse horizons@prs-srp.gc.ca ou téléphonez au (613) 947-1956.



Mot de la directrice exécutive



Le Mexique : un partenaire important?

Pratiquement aucun aspect de la vie au Canada n'échappe à l'influence de notre voisin du sud, surtout depuis que les États-Unis sont devenus, au début du siècle dernier, notre principal partenaire commercial. Il n'est donc pas surprenant – et tout à fait normal – que les liens que nous entretenons avec eux nous préoccupent au premier chef.

À l'opposé, le Canada et le Mexique ont depuis toujours montré peu d'intérêt l'un pour l'autre, un fait qui s'explique en bonne partie par l'absence de liens géographiques, économiques et politiques solides entre les deux pays.

Pour certains, l'accent que nous mettons sur le Mexique et sur la relation Canada-Mexique témoigne d'une incompréhension fondamentale des asymétries qui caractérisent la réalité politique et économique en Amérique du Nord. Pour d'autres, le Canada et les décideurs canadiens doivent compter avec le Mexique, notamment parce que ce pays entretient des liens étroits avec les États-Unis et que ce dernier joue un rôle central dans la réalité canadienne. Suivant cette logique, l'importance que l'administration Bush accordera à la problématique mexicaine pourrait bel et bien créer des remous au Canada.

Selon nous, il devient de plus en plus évident, en cette période post-ALÉNA, que les décideurs, les gens d'affaires, les organisations non-gouvernementales et les citoyens canadiens doivent davantage tourner leur regard vers le Mexique.

L'IMPORTANCE DU MEXIQUE

Prenons, par exemple, les liens et les perspectives économiques. Les activités commerciales entre le Canada et le Mexique se sont intensifiées depuis 1993. Les exportations du Mexique au Canada ont bondi de 350 %, pour atteindre 12,1 milliards de dollars US, tandis que les exportations en sens inverse ont augmenté de plus de 400 %, pour atteindre 6 milliards de dollars US. Si les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada au chapitre des importations, le Mexique est maintenant bon quatrième.

Pendant cette même période, l'économie mexicaine s'est profondément diversifiée. Le Mexique

a signé un accord de libre-échange avec l'Union européenne ainsi qu'avec la plupart des pays latino-américains, élargissant du même coup son accès aux marchés étrangers. De plus, on peut s'attendre à ce que le Mexique poursuive sa modernisation économique pour ouvrir encore plus grande la porte aux investisseurs canadiens et pour créer les conditions nécessaires à un commerce accru entre nos deux pays.

Par ailleurs, le Canada et le Mexique font face à de nombreux défis stratégiques communs, dont les principaux – comme on s'entend de plus en plus à

le dire – sont de nature supranationale et même continentale. Qu'il s'agisse de pollution de l'air ou de l'eau, de diversité culturelle, de qualité de vie des peuples autochtones, de transport, de politique énergétique ou d'innovation, les deux pays ont beaucoup à apprendre de leurs succès et de leurs échecs mutuels. Tirer des leçons de l'expérience peut également nous

... nous devons apprendre à mieux connaître le Mexique et ses habitants. C'est là un préalable pour que nos décideurs puissent compter avec ce pays, et une condition essentielle si nous voulons « développer pleinement le potentiel énorme que recèle l'Amérique du Nord »

amener à développer les approches stratégiques mieux coordonnées et intégrées qui sont nécessaires pour remédier aux problèmes transfrontaliers. Les aspects non économiques, de plus en plus manifestes, des liens étroits qui se tissent entre le Canada et le Mexique, et leurs répercussions sur les politiques publiques, méritent également une attention particulière.

L'IMPORTANCE CROISSANTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

En marge des discussions sur une mise en œuvre plus poussée de l'ALÉNA et sur les stratégies à adopter pour s'assurer que toutes les régions et tous les secteurs sociaux bénéficient de ses retombées, le concept d'Amérique du Nord – et en particulier celui de « communauté nord-américaine » – fait de plus en plus son chemin. Bien que ce concept ne soit pas encore bien compris il retient de plus en plus l'attention des chercheurs et des décideurs. Le Mexique est l'un des plus fervents partisans de cette idée. En tant que pays nord-américain, le Canada a tout intérêt à participer à l'élaboration des plans d'avenir pour le continent.

Nous devons apprendre à mieux connaître le Mexique et ses habitants. C'est là un préalable pour que nos décideurs puissent compter avec ce pays, et

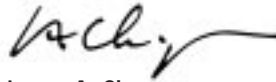
Suite à la page 3

Suite de la page 2

une condition essentielle si nous voulons « développer pleinement le potentiel énorme que recèle l'Amérique du Nord », comme l'ont indiqué le président Fox, le président Bush et le premier ministre Chrétien lors de leur rencontre à Québec en mai dernier.

Le Projet de recherche sur les politiques entend contribuer à améliorer la capacité de recherche sur les politiques relativement au Mexique et, de façon plus générale, à l'Amérique du Nord. Nous espérons que

cette édition de *Horizons* servira de tremplin à l'avancement de la recherche et à la mise en œuvre de projets capables de combler nos lacunes en matière de connaissances sur des questions d'importance croissante relatives au Mexique.



Laura A. Chapman
Directrice exécutive,
Projet de recherche sur les politiques

Le point sur le PRP

Projet de recherche sur les liens nord-américains

Le Projet de recherche sur les politiques (PRP) a récemment lancé trois projets de recherche horizontaux sur des enjeux politiques clés au Canada : les liens nord-américains, la cohésion sociale et le développement durable. Ces trois projets font appel à l'expertise de chercheurs et décideurs au sein du gouvernement fédéral, du milieu universitaire et des secteur privé et à but non lucratif dans le but d'élargir la base de connaissances et la capacité de recherche nécessaires à la prise de décision éclairée dans ces domaines.

Le projet sur les liens nord-américains (LNA) s'intéresse plus particulièrement à l'intensification des liens qui unissent le Canada, les États-Unis et le Mexique. L'Accord de libre-échange nord-américain a joué un rôle central pour la croissance des échanges et de l'intégration des marchés dans les trois pays. Le projet LNA va cependant au-delà de ces questions. Il examine les dimensions économiques de l'intensification des liens, mais également des aspects aussi variés que les dimensions sociales, institutionnelles et environnementales et leurs répercussions sur les politiques publiques canadiennes.

Sous la gouverne du sous-ministre d'Industrie Canada, V. Peter Harder, et des sous-ministres adjoints Avrim Lazar (Développement des ressources humaines Canada) et Andrei Sulzenko (Industrie Canada), plus de 30 ministères et agences du gouvernement fédéral participent activement au projet.

Au cours des prochains mois, les activités de recherches s'attarderont à quatre grandes thématiques :

- Quelle est la nature et la portée des liens nord-américains?
- Comment créer de la richesse de façon durable?
- Comment améliorer la qualité de vie des Canadiens?
- Comment gérer nos relations avec nos partenaires nord-américains?

Ces thèmes sont présentement étudiés sous différents angles à la lumière des priorités clés, dans le contexte continental émergent, identifiées par les ministères, notamment les questions de mobilité des travailleurs et d'acquisition du capital humain, la protection sociale, les questions frontalières, le développement durable, l'investissement et le commerce, la producti-

tivité et l'innovation, la gouvernance et les ententes institutionnelles ainsi que les questions d'identité, les valeurs et l'espace socio-culturel. Des groupes de travail développent présentement des propositions de recherche. Conjointement à ces propositions, une étude de l'état actuel des connaissances et des lacunes au niveau de la recherche et des données sera réalisée.

Au mois de septembre, une série de séminaires sur les liens nord-américains sera lancée par le PRP. Ces séminaires seront l'occasion d'échanger sur les priorités de recherche citées ci-haut, de débattre des toutes dernières découvertes avec les experts, d'identifier de nouveaux enjeux et de discuter des approches permettant le transfert des connaissances issues du projet au processus d'élaboration des politiques.

Pour les derniers développements et activités entourant le projet LNA, consulter notre site Web à l'adresse suivante : <http://recherchepolitique.gc.ca/nal-f.htm>.

Équipe du projet sur les liens nord-américains





Chroniqueur invité

Finale^{ment} voisins : le Canada et le « nouveau » Mexique

Je me souviens très bien de ma première rencontre avec un préposé aux affectations des Affaires extérieures peu après mon arrivée au ministère, en juin 1976. Nous avons exploré ensemble les diverses possibilités d'affectation qui s'offraient à moi pour l'été suivant. Il semblait penser que mon avenir était prometteur, mais m'avait demandé, sur un ton plutôt vif, ce qui pouvait bien me pousser à vouloir me rendre en Amérique latine pour ma première affectation. « Pourquoi une personne voulant de l'avancement au sein du ministère voudrait-elle aller là? » semblait-il dire. Je repense parfois à cette rencontre; tant de choses ont changé au cours des 25 dernières années en ce qui concerne le rôle du Canada en Amérique latine et ses relations avec le Mexique en particulier.

POINTS Tournants

Beaucoup de choses ont changé et il importe de reconnaître les principaux points tournants dans les relations entre le Canada et les autres pays de l'hémisphère, particulièrement au cours des dix dernières années, et la place qu'occupe le Mexique. J'aimerais particulièrement souligner quatre événements d'envergure.

Le premier de ces points tournants a été la décision du Canada, prise en 1991 et attendue depuis longtemps, de se joindre à l'Organisation des États américains. Le Canada a pris cette décision en étant déterminé à faire une différence dans la revitalisation et la croissance de cette institution centrale de notre hémisphère.

Le deuxième point tournant a été la décision du Canada de se joindre aux États-Unis et au Mexique dans les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain en 1991-1993. Cette décision axée sur l'avenir était, à l'époque, controversée. Elle a toutefois certainement contribué à

« Pourquoi quiconque voudrait aller en Amérique latine? », m'a-t-on demandé il y a 25 ans. Aujourd'hui, la réponse à cette question est tellement évidente, particulièrement en ce qui concerne le Mexique, que personne ne songerait même à la poser.

mieux faire connaître le Mexique au Canada et a accru notre compréhension de la société et des marchés mexicains.

Le troisième événement marquant a été le lancement, en 1994, du processus du Sommet des Amériques par le président américain de l'époque, M. Bill Clinton et la décision du gouvernement du Canada de s'engager à assurer le succès et l'éventuelle institutionnalisation du Sommet (institutionnalisation qui s'est concrétisée lors du Sommet des chefs de gouvernement de Santiago, en 1998). Plus particulièrement, le très dynamique troisième sommet des Amériques, qui s'est tenu à Québec en avril dernier, a constitué un point tournant avec son plan d'action solide et la nomination d'un nouveau conseil exécutif qui nous mènera vers le quatrième sommet, à Buenos Aires.

Le quatrième événement d'importance a été la transition démocratique qu'a connue le Mexique à la suite de l'élection, en juillet 2000, de M. Vicente Fox, candidat du parti d'opposition, à la présidence du Mexique. M. Fox est déterminé à faire du Mexique, acteur de premier plan dans la région et de loin notre plus important partenaire économique en Amérique latine, un partenaire nord-américain à part entière.

D'une certaine façon, ces quatre événements ont été rendus possibles et viables grâce aux profonds changements dans l'approche adoptée par l'Amérique latine en ce qui concerne les principes fondamentaux que sont la **démocratie** et les **marchés libres**. Ces changements ont été adoptés par les chefs de gouvernement et les populations des pays d'Amérique latine et, bien que leur foi dans ces deux principes fondamentaux ait été mise à rude épreuve à plusieurs reprises au cours des dix dernières années, leur engagement envers ceux-ci est encore très fort, surtout lorsqu'on le compare à ce qu'il était il y a de cela 15 ou 20 ans. Pourtant, chacun des quatre points tournants mentionnés précédemment n'ont pas seulement été occasionnés par une transformation profonde des sociétés latino-américaines; ils ont également donné naissance à une nouvelle dynamique qui a contribué à fortifier la démocratie et les marchés et à accroître la participation, beaucoup plus directe, des gouvernements (y compris la participation très active du gouvernement du Canada) à la promotion de ces principes.

Suite à la page 5

Suite de la page 4

D'autres perçoivent le Canada et, de plus en plus, les Canadiens et le gouvernement du Canada se perçoivent, comme faisant partie de la grande famille de cet hémisphère. Cet hémisphère est notre « quartier » et, si l'on ne tient pas compte des États-Unis, ce quartier a une « saveur » très mexicaine, comme le prouvent notre participation commune à l'ALÉNA et l'intérêt énorme qu'a causé l'élection du président Fox l'année dernière.

PRIORITÉS DU PRÉSIDENT FOX – THÈMES RÉCURRENTS

Bien que Vicente Fox ait soulevé un très grand nombre de questions au cours de sa campagne électorale, de la période de transition de cinq mois ayant précédé son entrée au pouvoir en décembre dernier et des premiers mois de sa présidence, cinq grands thèmes, ayant trait à la gouvernance, aux marchés et à la géographie, semblent particulièrement se dégager. Chacun de ces thèmes a des implications directes et immédiates pour le Canada et nous offre de nouvelles occasions de travailler en partenariat toujours plus étroit avec le Mexique afin d'assurer la croissance et la stabilité.

Le premier thème est la **transparence dans le gouvernement**. Le président Fox croit profondément que la société peut contribuer de façon très importante à rendre les processus politiques et économiques plus accessibles, plus compréhensibles et plus ouverts aux différents points de vue existant dans la société mexicaine. Cette conviction est due, en grande partie, au fait que les demandes toujours plus grandes de la société civile mexicaine (ONG, associations de gens d'affaires, médias, universitaires) au cours des 10 à 15 dernières années ont, très clairement, pavé la voie à sa surprenante victoire de l'an dernier. En pratique,

dans le contexte mexicain actuel, la transparence consiste notamment en un meilleur accès aux renseignements gouvernementaux, en une restructuration en profondeur des services de sécurité et de renseignement afin qu'ils s'intègrent mieux à la société démocratique et en une interrelation beaucoup plus ouverte, fluide et exigeante avec le Congrès mexicain, au sein duquel aucun parti ne détient une majorité.

Le deuxième thème est la **lutte contre la corruption**. Le président et plusieurs de ses principaux conseillers ont discuté ouvertement et éloquemment du besoin de combattre « la culture de corruption » qui existe dans de nombreux aspects de la vie privée et publique au Mexique. Cette campagne de lutte contre la corruption se traduira, entre autres, par une réforme du service des douanes du Mexique, par une réorganisation des forces policières, par une modification des politiques concernant les marchés publics en vue de les rendre plus transparentes et par une simplification et une réforme de la fonction publique en général.

Le troisième thème est la **sécurité des personnes**, particulièrement la **promotion des droits de la personne**. Le président Fox souhaite améliorer la sécurité des personnes et le respect des droits de la personne au Mexique, accueillir à bras encore plus ouverts les observateurs étrangers et promouvoir, de façon plus active, les questions relatives aux droits de la personne à l'étranger, que ce soit dans les autres pays de l'hémisphère ou ailleurs dans le monde.

Quatrièmement, le président Fox et son équipe ont beaucoup mis l'accent sur l'importance de poursuivre la **réforme** et la **modernisation de l'économie**. L'atteinte de ces objectifs exigera

beaucoup d'habileté politique et de persévérance, car aucun des partis politiques ne peut compter sur une majorité au Congrès. La restructuration du Mexique se poursuit toutefois de bonne façon avec des projets tels une réforme fiscale d'envergure visant à accroître les revenus du gouvernement (ces revenus, calculés comme un pourcentage du PIB, seraient dorénavant d'un niveau plus conforme à la moyenne régionale, afin de financer le développement social et économique); une réforme du secteur de l'énergie (et, tout d'abord, la possibilité d'une plus grande libéralisation de la participation du secteur privé à la production d'électricité et à la prospection de gaz naturel, qui sera la principale nouvelle source d'énergie au cours des prochaines années); une restructuration en profondeur des sociétés publiques pétrolières et d'électricité afin qu'elles soient plus aptes à réagir aux forces du marché et qu'elles deviennent, de façon plus évidente, des sociétés d'État sans lien de dépendance évoluant dans des marchés de l'énergie plus concurrentiels; une révision en règle des lois du travail, afin d'éliminer le manque de souplesse, héritage du passé corporatiste du pays, et d'améliorer la démocratie syndicale; et une plus grande décentralisation des compétences en matière de financement et d'élaboration des politiques en faveur des 31 États mexicains et du District fédéral.

Enfin, j'aimerais souligner le **continentalisme** caractéristique du gouvernement Fox. Celui-ci a, à juste titre, fait la promotion active de sa politique étrangère et commerciale et des intérêts du Mexique en matière d'investissement auprès de ses partenaires européens, latino-américains et asiatiques. Il est néanmoins clair que le gouvernement Fox reconnaît que la

Suite à la page 6



Suite de la page 5

place du Mexique est en Amérique du Nord et que sa prospérité dépend inévitablement et de plus en plus de la stabilité et de la prospérité de ses voisins nord-américains.

CONSÉQUENCES POUR LE CANADA ET RÉACTION DU CANADA

L'une des conséquences les plus évidentes de la transition que connaît actuellement le Mexique est que le président des États-Unis, M. Bush, et le président du Mexique, M. Fox, s'entendent très bien, ce qui signifie que le gouvernement américain tournera ses regards de plus en plus vers le Sud, au-delà du Rio Bravo, comme il le fait vers le Nord, au-delà du Saint-Laurent. Cette nouvelle dynamique sera très positive, car il existe une réelle détermination à trouver des solutions à plusieurs questions névralgiques comme l'immigration, la répression de la contrebande de stupéfiants et certains différends commerciaux extrêmement litigieux liés à l'ALÉNA. Cette dynamique nous oblige également à continuer de travailler de façon très étroite avec nos deux voisins du Sud afin de faire en sorte que les relations bilatérales du Canada avec ces deux pays (« Canada-États-Unis » et « Canada-Mexique ») et les relations trilatérales entre nos trois pays demeurent souples, actives et ouvertes sur l'avenir. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions continuer de jouer un rôle important sur la scène nord-américaine.

La transition que connaît actuellement le Mexique aura aussi des conséquences sur le commerce. L'importance des flux commerciaux entre le Canada et le Mexique continuera de croître grâce à l'augmentation des transactions du secteur privé et aux efforts déployés par le gouvernement afin de faciliter le commerce. L'attraction continentale garantira, à elle seule, le renforce-

ment continu de l'activité commerciale. De fait, il est probable qu'au cours des trois ou quatre prochaines années, le Mexique détrônera le Royaume-Uni comme troisième marché d'exportation en importance du Canada. Mais le commerce et les emplois créés par le commerce progresseraient encore plus rapidement si les gouvernements trouvaient le moyen de prendre appui sur l'ALÉNA afin d'améliorer le contexte du commerce et de l'investissement. L'ALÉNA a beaucoup contribué à accroître la prospérité de nos trois pays, mais il existe toujours un potentiel inexploité par le présent accord. Des discussions portant sur ce que pourrait comprendre un accord de libre-échange nord-américain élargi sont actuellement en cours.

En outre, une plus grande modernisation de l'économie mexicaine devrait ouvrir la porte à de nouveaux investissements canadiens au Mexique, le secteur de l'énergie étant actuellement le point de mire d'une grande partie du secteur privé canadien et le thème principal d'une part importante des activités de l'ambassade. Cette dernière, en étroite collaboration avec la Chambre de commerce du Canada au Mexique, fait la promotion active de la présence des sociétés d'énergie canadiennes au Mexique. Cette promotion comprend, entre autres, l'organisation de rencontres entre les entreprises du secteur privé canadien et des fonctionnaires mexicains, de même qu'avec des députés et des sénateurs des trois principaux partis représentés au Congrès mexicain. De façon plus générale, les ministres de l'Énergie du Canada, des États-Unis et du Mexique ont créé, plus tôt cette année, le Groupe de travail nord-américain sur l'énergie. La création de ce forum permettra de favoriser les communications et la coordination des efforts déployés

en vue de rendre les marchés nord-américains de l'énergie plus efficaces.

Un autre aspect fascinant de la coopération qui joue un rôle de plus en plus important est la promotion d'une saine gestion publique dans des domaines retenus par le nouveau gouvernement Fox. Ainsi, les membres de l'ambassade et les autorités gouvernementales canadiennes compétentes offrent renseignements et conseils sur des questions fondamentales telles l'accès à l'information; les dispositions législatives concernant le service de renseignement du Mexique (et sa surveillance par des civils); la réforme et le contrôle budgétaires; la vérification des comptes publics par des agences sans lien de dépendance; et le fédéralisme.

Il existe également d'importantes nouvelles possibilités de partage et de coopération dans le domaine de la politique étrangère, y compris dans la promotion des droits de la personne au sein de notre hémisphère et dans les organismes des Nations Unies telles la Commission des droits de l'homme. À cet égard, des mesures ont été prises afin de favoriser un dialogue continu entre les ministres des Affaires étrangères de nos deux pays, dialogue qui sera approfondi plus avant. Nous avons également entrepris un partage progressif de renseignements et d'expériences sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU. À mesure que sa politique étrangère deviendra plus proactive (l'exemple le plus frappant étant peut-être sa campagne dynamique menée dans le but d'obtenir une nomination de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU), le Mexique pourrait graduellement abandonner ses hésitations habituelles concernant sa participation aux opérations de maintien de la paix. Le Canada

Suite à la page 7

Suite de la page 6

ferait bon accueil à un tel changement. Toujours en ce qui concerne la sécurité des personnes et les droits de la personne, c'est avec plaisir que nous observons et que nous favorisons le renforcement des relations de travail déjà étroites qui unissent Élections Canada et l'Institut fédéral des élections du Mexique (coopération de longue durée qui a récemment été renouvelée de façon officielle) et entre les commissions des droits de la personne du Canada et du Mexique. Dans le cadre de leur récente coopération bilatérale et du renforcement de la confiance entre nos pays, ces deux commissions ont joué un rôle décisif dans l'organisation et le lancement du premier réseau hémisphérique d'organisations nationales de défense des droits de la personne, à l'automne dernier.

Lors de la visite d'État du président Fox au Canada, en avril dernier, d'autres mesures ont été prises. Les chefs d'État de nos deux pays ont convenu d'accroître la coopération dans le domaine du développement social et humain en mettant tout d'abord l'accent sur l'acquisition continue du savoir et la cohésion sociale. Un autre accord a été conclu dans le domaine des ressources naturelles, entre autres dans les domaines de l'efficacité énergétique, de l'énergie de remplacement, de l'approvisionnement énergétique, de la qualité de l'air, de la gestion des bassins hydrographiques et des nappes d'eau souterraines, du développement durable et de l'utilisation des minéraux et des métaux, de la télédétection et de la géomatique. Au cours de cette visite, les deux gouvernements se sont engagés à étendre la fructueuse coopération bilatérale existant déjà entre le Canada et le Mexique dans le domaine des travailleurs temporaires à des provinces canadiennes

ne participant pas encore au Programme des travailleurs agricoles saisonniers et à d'autres branches de l'économie où la demande de travailleurs rendrait cette extension bénéfique à nos deux pays.

Le rôle joué par le Congrès mexicain dans la compréhension et le suivi des affaires au Mexique et dans la promotion de relations bilatérales et hémisphériques plus étendues devient rapidement de plus en plus important. À la suite des élections fédérales de juillet 2000, aucun parti ne peut compter sur une majorité dans l'une ou l'autre des chambres (Congrès ou Sénat) et la relation entre le président et les membres de son parti siégeant au Congrès n'est toujours pas parfaitement définie. Ainsi, pour la première fois de son histoire, le Congrès mexicain est devenu un acteur indépendant jouant un rôle crucial dans la structure de gouvernement du pays. L'époque de la structure hiérarchique verticale dans laquelle le président imposait sa volonté au Congrès est révolue. Les lois doivent maintenant être élaborées de concert avec le Congrès et on doit s'attendre à ce que tout projet de loi important, y compris ceux présentant un intérêt pour le Canada, soit questionné et fasse l'objet de débats. C'est pourquoi nous avons fondé au Mexique un Bureau des relations avec le Congrès, le troisième du genre à avoir été mis sur pied à l'étranger, dans une ambassade. Bien qu'il ne dispose actuellement que d'un personnel peu nombreux, ce bureau est en voie de devenir un acteur important de nos activités au Mexique. Le Canada a tout intérêt à ce que le nouveau Congrès mexicain devienne une puissance positive et essentielle dans la nouvelle démocratie du Mexique. Le nouveau Bureau des relations avec le Congrès jouera également un rôle

important dans le dialogue en cours entre nos deux pays en ce qui concerne la promotion, au Mexique, des intérêts des Canadiens et Canadiennes et des valeurs qui leur sont chères. En outre, une délégation de membres du Congrès mexicain a joué un rôle important et constructif lors de la séance d'ouverture, en mars dernier, du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA). Cette initiative canadienne vise à promouvoir un plus grand dialogue entre les assemblées législatives des pays de notre hémisphère sur les politiques touchant des questions d'intérêt pour ces pays. Le Forum fonctionne selon un processus sensiblement similaire à celui entourant le Sommet des chefs d'État et comporte maintenant un comité exécutif présidé par le député canadien Bill Graham et dont certains des membres sont mexicains. De plus, le Mexique a accepté d'être l'hôte de la deuxième réunion annuelle du FIPA, en 2002.

POSTFACE

En partie parce que le Canada a reconnu, dès le départ, les nouvelles possibilités qui s'offriraient et l'accélération des activités qui s'ensuivrait, le président Fox a visité le Canada à deux reprises au cours de la dernière année et environ les deux tiers des membres du cabinet des deux gouvernements se sont rencontrés, au Canada ou au Mexique et parfois à plus d'une reprise, afin de cultiver ce lien très spécial. La poursuite de cette expansion est plus que probable. « Pourquoi quiconque voudrait aller en Amérique latine? », m'a-t-on demandé il y a 25 ans. Aujourd'hui, la réponse à cette question est tellement évidente, particulièrement en ce qui concerne le Mexique, que personne ne songerait même à la poser.

S. E. Keith H. Christie
 Ambassadeur du Canada au Mexique



Jémoins

Nouvelles dynamiques nord-américaines : Les répercussions des nouvelles administrations américaines et mexicaines pour le Canada

Associez les énoncés suivants au pays correspondant, soit les États-Unis ou le Mexique.

« Les élections présidentielles récentes peuvent être qualifiées de démocratiques, d'ouvertes et de transparentes. De plus, les résultats étaient incontestables »

« Les résultats des dernières élections présidentielles ont divisé la nation. Elles n'étaient guère transparentes, elles ont suscité des allégations de 'magouille électorale'. Finalement, ce sont les tribunaux qui ont dû trancher. »

C'est dans ce contexte plutôt ironique qu'un groupe de hauts fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux a commencé une tournée d'études organisée par le Forum des politiques publiques au mois de mai 2001. Cette tournée, qui les a menés à Ottawa, à Washington et à Mexico, visait à examiner les répercussions possibles que l'élection de Bush et de Fox pourrait avoir sur le Canada dans l'optique du rapprochement déjà amorcé entre les trois partenaires nord-américains. Peu de gens, s'il y en a, contesteront le fait que les relations entretenues avec les États-Unis ont joué, et continueront de jouer, un rôle important dans l'élaboration des politiques intérieures du Canada ou dans ses relations extérieures. Des expressions telles que « la plus longue frontière non gardée », « la relation commerciale la plus importante au monde », « des liens historiques et culturels », qui servent à décrire les rapports du Canada avec les États-Unis, sont devenus des clichés. Mais comme l'a fait remarquer Vincent Massey, le premier représentant diplomatique canadien aux États-Unis, en 1926 : les clichés sont des évidences.

Les relations entre le Canada et le Mexique sont encore récentes, et toujours à l'état embryonnaire. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) a favorisé une relation plus étroite, mais celle-ci reste toutefois dans l'ombre des rapports que les deux pays entretiennent avec les États-Unis.

Ces tournées à Washington et à Mexico ont permis aux participants de saisir et de mieux comprendre la complexité des processus politiques et d'élaboration des grandes orientations dans les deux pays, de placer ces

processus dans un contexte continental et, si possible, d'en cerner les répercussions pour le Canada.

Lors de ses déplacements, le groupe a pu s'entretenir avec de nombreux représentants des milieux stratégiques et politiques : diplomates, spécialistes, journalistes, groupes d'intérêts spéciaux, universitaires et fonctionnaires.

Lors des discussions qui ont eu lieu à Washington, la nouvelle administration a été dépeinte comme étant à un stade (peu avancé) de désorganisation, dû en grande partie à son incapacité de proposer et de faire approuver des candidats aux échelons supérieurs des ministères et organismes. Il semble en résulter une absence de politiques assez grave, une situation étrangère au régime canadien et préoccupante lors de négociations bilatérales portant sur des dossiers importants. L'incident entourant les exportations canadiennes de pommes de terre de semence a été cité en exemple d'un problème qui aurait pu être abordé différemment par les États-Unis si des hauts fonctionnaires expérimentés et bien informés avaient été en place.

Maintenant qu'un nouveau parti s'est installé à la Maison-Blanche, des groupes d'intérêts spéciaux, qui font souvent figure de groupes de spécialistes ou d'organismes de recherche et qui sont passés maîtres dans l'art de tirer les bonnes ficelles, tentent de combler ce vide. Quoiqu'on puisse en penser à l'extérieur des États-Unis, l'influence qu'exercent de telles organisations, en plus d'être admise par le régime américain, est courante, voire omniprésente. Le Canada, lui, doit jouer le jeu et se gagner l'appui de ces organisations pour faire valoir ses positions de principe. Comme le disait le regretté Tip O'Neil : « La vraie politique se vit au niveau local ». Si quelqu'un est dans l'incapacité soit de voter, soit de verser une contribution à un parti politique, les leviers courants d'influence n'étant pas à sa disposition, il devra explorer d'autres avenues.

Les responsables américains des orientations politiques semblent témoigner au Canada, et ce, d'une façon plutôt marquée, une « aimable indifférence ». Les dossiers que nous jugeons importants et dignes d'attention sont presque laissés pour compte aux États-Unis.

Suite à la page 9

Suite de la page 8

Ils accordent davantage d'importance à leurs rapports avec le Mexique, où l'on juge qu'il y a des « problèmes » qui doivent être réglés (p. ex. la drogue, l'immigration illégale). L'amélioration et l'aboutissement de nos efforts diplomatiques aux États-Unis en sont d'autant plus freinés.

L'étape mexicaine a mis en relief certaines différences qui ne tenaient pas qu'au cadre géographique et linguistique. De Washington, ville généralement bien ordonnée et harmonieuse, à Mexico, ville immense, grouillante (plus de 22 millions d'habitants) et chaotique, un changement radical d'attitude et de perception s'impose. L'administration Fox demande aux Mexicains de jeter sur leur situation un regard neuf : comment ils sont gouvernés, qu'est-ce qui est important pour eux, comment ils sont perçus à l'étranger et comment ils perçoivent le monde extérieur. Il n'y a qu'à regarder la façon dont Fox a constitué et organisé son Cabinet. Celui-ci est à trois niveaux : économique; social; ordre et respect. À ce dernier niveau, on demande aux Mexicains de travailler conjointement avec la nouvelle administration à mettre un terme à des siècles de corruption et de violence, et à établir ainsi rien de moins qu'un ordre nouveau et équitable pour tous les citoyens.

Une misère effroyable affecte de 40 à 50 % de la population. Tous les espoirs sont mis dans l'administration Fox pour abaisser ces chiffres, pour que cette pauvreté, triste héritage des Mexicains, disparaisse à jamais. On reconnaît sans peine que ce projet représente beaucoup de travail, que ses perspectives d'avenir ne sont pas si évidentes. Fox a déclaré qu'un des buts principaux du Mexique est d'atteindre un niveau de vie égal à celui du Canada et des États-Unis.

Il a exprimé ses objectifs en des points bien précis que devront suivre les membres de son Cabinet, qu'il a mis au défi de changer leur façon de gérer le pays. L'enthousiasme entourant cet exercice de « gestion du changement » est évident. On l'a senti très nettement d'ailleurs lors des discussions qui ont marqué la visite du groupe au ministère mexicain des Affaires étrangères, au cours desquelles on a signalé la quasi absence de réaction du Canada quand le Président Fox a tenté d'aborder l'avenir du partenariat nord-américain.

Est-ce que le président Fox réussira à transmettre sa vision à ses deux partenaires ? Cela dépendra en partie de sa capacité à convaincre le nouveau Congrès mexicain d'accepter ses propositions de changements, souvent ambitieuses. C'est à suivre.

QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR?

Le Mexique voit grand. Il commence à exprimer clairement sa vision d'une intégration complète de l'Amérique du Nord. Washington et Ottawa n'ont pas encore donné leur opinion à ce sujet. En règle générale, le Canada a opté pour une approche progressive et pragmatique qui tient compte de

l'asymétrie de ses rapports bilatéraux avec les États-Unis et le Mexique, ainsi que des différences inhérentes aux enjeux dont les Américains traitent avec leurs voisins du Nord et ceux du Sud. Le rapport étroit que le Président Bush semble avoir établi avec son homologue mexicain ne s'est pas encore traduit par une différence significative dans la manifestation pratique de la politique extérieure américaine envers le Mexique. Les problèmes traditionnels et leur traitement par les États-Unis sont toujours au cœur des préoccupations. Est-ce que le président Fox réussira à transmettre sa vision à ses deux partenaires ? Cela dépendra en partie de sa capacité à convaincre le nouveau Congrès mexicain d'accepter ses propositions de changements, souvent ambitieuses. C'est à suivre.

Doug Rosenthal
 Directeur par intérim,
 Ressources naturelles Canada





Chroniqueur invité

Le nouveau plan d'action nord-américain et les marchés énergétiques

UNE RELATION TRILATÉRALE

Le 31 juillet 2001, le ministre mexicain des Affaires étrangères a diffusé un communiqué interne au sujet de l'approbation par le comité judiciaire sénatorial américain d'une modification à la Loi sur la réunification des familles et l'immigration légale (2000). La ratification de cette modification par le Congrès permettrait à des milliers de clandestins de régulariser leur situation (ils doivent toutefois répondre à certains critères, c.-à-d. avoir des parents citoyens américains, bénéficier d'offres d'emploi validées par le département du Travail ou être entrés aux États-Unis avant le 21 décembre 2000). Le ministère mexicain des Affaires étrangères estime que sur les quelque trois millions de Mexicains sans papiers vivant aux États-Unis, de 300 000 à 500 000 pourraient bénéficier de l'initiative. Quelques jours plus tard, un grand quotidien canadien (Simon Houpt, « US May Expand Immigration Offer » dans *the Globe and Mail*, 28 juillet 2001) a parlé de l'intense dialogue amorcé entre Mexico et Washington sur les travailleurs sans papiers. L'approbation possible du programme pour travailleurs temporaires demandé par le Mexique pourrait aussi être profitable aux citoyens canadiens vivant dans la clandestinité aux États-Unis.

L'initiative et l'article susmentionnés confirment que les efforts déployés par le président Vicente

Fox pour donner rapidement suite à l'une des priorités de son administration – la migration – ont vite porté leurs fruits. Ils corroborent également le fait qu'il est de plus en plus difficile de qualifier un dossier d'exclusivement mexicain, américain ou canadien. Comme certains experts en relations internationales l'ont judicieusement souligné, une relation trilatérale se dessine, englobant simultanément des enjeux intérieurs et extérieurs.

LE NOUVEAU PLAN D'ACTION NORD-AMÉRICAIN

L'établissement d'un nouveau plan d'action nord-américain est une réalité inéluctable. Je ne fais pas ici uniquement référence au cadre institutionnalisé par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Bien que l'ALÉNA ait été l'élément moteur de l'intégration économique régionale, d'autres enjeux devraient nous amener à voir l'Amérique du Nord comme une région qui interagit de plus en plus dans un esprit de communauté. En d'autres termes, le nouveau plan d'action nord-américain doit inclure une série d'enjeux trilatéraux – différents de ceux déjà couverts par l'ALÉNA – qui favoriseront un nouvel esprit de collaboration entre nos pays. Comme les dirigeants nord-américains l'ont indiqué dans leur déclaration à l'issue de leur première rencontre à Québec, en avril dernier, les liens – humains, sociaux, culturels

et économiques – qui nous unissent se resserrent. La pleine réalisation de l'extraordinaire potentiel de l'Amérique du Nord est le but que nous poursuivons tous.

Bien que la nature et la dynamique du phénomène de migration entre le Mexique et les États-Unis puissent différer passablement de ce que l'on observe entre les États-Unis et le Canada, et entre le Canada et le Mexique, il semble que n'importe quel consensus dégagé au niveau bilatéral aura des répercussions sur le troisième pays. D'ailleurs, plusieurs dossiers figurant dans les programmes bilatéraux commencent à avoir une dimension nord-américaine. La migration est l'un d'eux, au même titre que l'éducation supérieure, l'administration des frontières, la gestion de l'eau, la lutte contre le crime organisé et, indubitablement, les marchés énergétiques.

L'énergie est, en effet, un bon exemple pour illustrer mon propos.

- Le Mexique, le Canada et les États-Unis visent tous trois à garantir un approvisionnement énergétique fiable, l'objectif étant d'accroître l'efficacité de leurs activités de production respectives et de leurs marchés. En analysant brièvement les besoins énergétiques et les échanges en Amérique du Nord, on se rend compte que les trois pays évolu-

Suite à la page 11

Suite de la page 10

ent déjà dans une symbiose et qu'il est urgent de réviser les politiques énergétiques tri-latérales. Ainsi, Washington importe 58 % de son pétrole, tandis que Mexico exporte 40 % de sa production à son voisin du nord. De même, près de la totalité des importations américaines d'électricité proviennent du Canada, ce qui représente 8 % de l'approvisionnement américain; le Mexique, lui, vend à la Californie une partie de ses surplus d'électricité qui permettent actuellement d'alimenter au moins 250 000 foyers.

- Une étude des caractéristiques de la collaboration trilatérale en matière d'énergie montre que l'esprit de communauté – contrairement à ce qu'on aurait d'abord pu imaginer – n'est pas le seul fait des gouvernements. Il existe en effet un plan de coopération où les milieux d'affaires, la société civile et différents niveaux de gouvernement des trois pays ont créé leurs propres synergies. Des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ont tissé un réseau d'intérêts et d'opportunités qui commence tout naturellement à susciter

un sentiment d'identité nord-américaine. Rencontres et échanges entre ces acteurs se multiplient d'ailleurs et favorisent une plus grande interaction. Au cours des quatre derniers mois seulement, par exemple, il y a eu a) deux rencontres entre le président Fox et les dirigeants de 12 grandes compagnies énergétiques cana-

Bien que l'ALÉNA ait été l'élément moteur de l'intégration économique régionale, d'autres enjeux devraient nous amener à voir l'Amérique du Nord comme une région qui interagit de plus en plus dans un esprit de communauté.

diennes, b) une rencontre entre le premier ministre albertain, Ralph Klein, et le vice-président américain, Dick Cheney, c) une visite du ministre mexicain de l'Énergie, Ernesto Martens, à Regina et à Calgary, durant laquelle il s'est entretenu avec le premier ministre Klein et a poursuivi le dialogue entrepris avec les 12 entreprises rencontrées plus tôt avec le président Fox; et d) la célébration, à Mexico, de la rencontre énergétique canado-mexicaine.

Ces échanges montrent que les besoins du marché énergétique trilatéral contribuent à l'apparition de synergies. Cette réalité, ajoutée aux accords conclus à Québec en avril dernier, a amené les trois pays à créer un groupe de travail nord-américain sur l'énergie chargé de voir – d'un point de vue strictement technique – comment on peut accroître la coopération énergétique dans la région. En créant ce groupe de travail, les trois gouvernements ont mis de côté les cadres politiques afin que les techniciens puissent analyser objectivement les besoins. Aujourd'hui, avant de formuler et de mettre en œuvre politiques et stratégies, les leaders nord-américains veulent connaître l'opinion des spécialistes. Les

conclusions et recommandations que formulera le groupe de travail seront cruciales pour l'avenir de l'Amérique du Nord et constitueront sans doute les assises d'une politique énergétique commune.

LE MARCHÉ ÉNERGÉTIQUE MEXICAIN

Les travaux techniques que réalisera le groupe de travail trilatéral seront fort utiles au Mexique, car l'énergie reste l'un de ses secteurs économiques les plus importants et

Suite à la page 12



Suite de la page 11

continue d'être la principale source de recettes gouvernementales. Le secteur énergétique représente en effet 3 % du PIB du Mexique, les hydrocarbures comptant pour 36 % des recettes fiscales. Près de 40 % de l'investissement public total vont dans des projets énergétiques. De plus, le Mexique demeure l'un des 10 plus grands producteurs de brut au monde, et si l'on tient compte de ses réserves, il devient la quatrième source de gaz naturel sur le continent, derrière les États-Unis, le Venezuela et le Canada. Toutefois, même s'il est un des plus grands producteurs de pétrole du globe, le Mexique fait face à de graves pénuries énergétiques, ce qui laisse présager un avenir incertain. Des estimations officielles indiquent que d'ici 2009, l'approvisionnement local en gaz naturel ne permettra de répondre qu'à 76 % de la demande nationale. En outre, à cause de la demande d'électricité, il faudra doubler ou tripler la production gazière. Les marchés énergétiques n'étant pas parfaits, la coopération entre voisins nord-américains est cruciale.

Le ministre mexicain de l'Énergie, Ernesto Martens, a souligné que le secteur énergétique mexicain aura besoin – dans la même période – d'un investissement d'environ 131 milliards de dollars US. Or, le financement prévu par le gouvernement mexicain ne représente que 54 % de l'investissement total requis; il faudra solliciter l'investissement étranger pour les 46 %

manquants. Des compagnies canadiennes ont commencé à s'entretenir avec des acteurs clés de l'administration Fox pour voir comment elles pourraient contribuer. Les fonds publics étant limités et les besoins pressants, la participation de l'entreprise privée et l'investissement étranger sont essentiels.

Pour promouvoir cette participation, l'exécutif mexicain présentera sous peu au Congrès un projet de réforme structurel du secteur énergétique. Le but ultime de la réforme sera de répondre à la demande nationale, mais aussi de confier graduellement la gestion de ce monopole étatique à des sociétés d'État. Cette mesure permettra de créer de nouveaux mécanismes pour encourager l'investissement privé dans le développement de l'infrastructure mexicaine du gaz, de l'électricité et de l'énergie renouvelable et, par conséquent, d'éviter de privatiser des sociétés d'État comme PEMEX. L'idée est de transformer des entités étatiques en multinationales capables de subvenir aux besoins nationaux et de rivaliser au niveau international sur le plan qualité et coût. L'administration Fox est d'avis que le contrôle stratégique du secteur énergétique rapportera aux Mexicains. Des efforts sont donc déployés pour consolider l'ouverture de l'industrie et trouver de nouvelles formules d'investissement privé et étranger.

Toutefois, même sans réforme, l'industrie énergétique mexicaine

offre actuellement une foule de possibilités d'investissement, en particulier dans a) les nouvelles centrales de production et de coproduction d'énergie; b) l'exploration et la production de gaz naturel non associé; c) la construction de gares maritimes pour le gaz naturel liquéfié; d) l'expansion du réseau de gazéoducs; e) de nouveaux mécanismes de participation dans le marché du gaz de pétrole liquéfié; f) les interconnexions gazières et électriques aux frontières pour faciliter l'expansion du marché énergétique nord-américain; et g) la nouvelle infrastructure liée au projet Puebla-Panama qui favorisera le développement économique de la région, soit le sud-est du Mexique et toute l'Amérique centrale.

POST-SCRIPTUM

Je quitte mon poste d'ambassadeur du Mexique au Canada à un moment fascinant pour l'Amérique du Nord. Prévoir l'avenir de la région avec précision et certitude n'est certes pas une mince tâche. Mais cela n'empêche pas les imaginations fertiles d'élaborer des scénarios viables pour le continent. Il est encore trop tôt pour prédire sa destinée, mais le domaine de l'énergie, pour ne mentionner que celui-là, nous presse de réfléchir à son avenir à moyen et à long terme, afin de trouver des formules adaptées à la véritable dynamique nord-américaine.

S. E. Ezequiel Padilla Couttolenc
Ambassadeur du Mexique au Canada



Recherche sur
les politiques

Policy
Research

Inscrivez-vous tôt !

2001

Conférence nationale de la recherche sur les politiques

Centre des congrès d'Ottawa

Les 5, 6 et 7 décembre 2001

Vers de nouvelles connaissances :

- Ateliers d'apprentissage
- Séances plénières
- Séances simultanées
- Discussions entre experts

*Rassembler
les communautés*



*Célébrez l'excellence
au troisième dîner annuel de remise des
Prix pour la recherche sur les politiques au Canada*

LE 6 DÉCEMBRE 2001

Pour les renseignements sur l'inscription
et les aires d'expositions, visitez :

www.recherchepolitique.gc.ca

Canada



Dans ce numéro



Liens canadiens



École d'extension de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) au Canada – L'école d'extension de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) au Canada est localisée à Hull et a pour mission de favoriser les liens universitaires entre les différentes composantes de l'UNAM et ses homologues canadiens dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de la diffusion de la culture. Pour remplir sa mission, l'école offre de façon continue des cours de culture et d'espagnol langue seconde. Elle organise en même temps de multiples activités académiques et d'ordre culturel tant à Hull qu'au siège de l'UNAM au Mexique et à son autre école d'extension de San Antonio (Texas) en mettant à contribution les nouvelles technologies d'éducation à distance. Pour plus d'information, veuillez consulter le site de l'école d'extension à l'adresse : <http://www.unameseca.com>.

Le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) de l'Université du Québec à Montréal se consacre à l'étude du phénomène de l'intégration économique internationale tel qu'il prend forme dans les Amériques, en particulier, mais sans exclure la prise en compte de ses formes nouvelles dans d'autres contextes. Le GRIC est structuré en deux équipes. La première travaille plus spécifiquement sur la reconversion industrielle. La seconde sur les dimensions civiles du continentalisme. On retrouvera des fiches d'information et des données statistiques de base sur les principaux accords sous-régionaux à l'adresse : <http://www.unites.uqam.ca/gric/index.htm>.

Le nouveau **Centre on North American Politics and Society** de l'Université Carleton se consacre à l'étude des rapports, en constante évolution, qui unissent le Canada, le Mexique et les États-Unis. Il traite surtout des processus politiques, sociaux et culturels qui définissent l'Amérique du Nord. Le Centre vise à promouvoir un dialogue au sein d'un réseau d'universitaires et de décideurs des trois pays qui se spécialisent dans les études nord-américaines, et ce, par l'établissement de liens avec d'autres centres de recherche universitaires, des groupes de réflexion ainsi que des intervenants gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. Pour plus d'information, consultez le site du centre à l'adresse : <http://www.carleton.ca/nac>.

Viva Canada-Mexico, un guichet unique virtuel créé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, vous informe sur le Mexique et sur les relations entre ce pays et le Canada. Dernières nouvelles, faits et chiffres sur le commerce et les investissements, les programmes, les activités et les échanges liés

à la culture et à l'éducation, trucs et guides pour les voyages et le tourisme : vous trouverez tout cela à l'adresse <http://www.dfait-maeci.gc.ca/mexico/menu-f.asp>.

Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) est une coalition composée d'organisations populaires, syndicales, de coopération internationale, communautaires et environnementales ainsi que de groupes de recherche. Il a pour objectif de proposer une vision du développement des Amériques respectueuse des droits sociaux, des droits des travailleuses et travailleurs et des droits humains, et de promouvoir la démocratie, la participation, le respect de l'environnement et l'élimination de la pauvreté sur le continent. RQIC a développé des liens et des échanges avec des réseaux semblables au Canada, au Mexique, et aux États-Unis d'abord et aussi, plus récemment, au Brésil, au Chili, au Pérou, et en Amérique centrale. Pour plus d'information à propos du réseau, veuillez consulter son site à l'adresse : <http://www.alternatives.ca/rqic>.

KP

Systèmes de transports intelligents

Le numéro du mois de mai 2001 de *Horizons* met en vedette un secteur de croissance et d'innovation de l'industrie des transports connu sous le nom de Systèmes de transports intelligents (STI). Pour de plus amples renseignements, visitez le site de STI Canada : <http://www.itscanada.ca>, et le site de Transports Canada : <http://www.its-sti.gc.ca>.

Le site de Transports Canada comprend un lien avec un guide du requérant pour le Plan de déploiement et d'intégration annoncé le 11 juin 2001 par David Collenette, ministre des Transports.

Dans le Web



<http://www.lib.duke.edu/ias/latamer/mexico.htm>

Le Duke Center for North American Studies a regroupé dans un même site, baptisé **Mexico within the North American Context**, un ensemble de sites Internet mexicains qui pourraient intéresser les chercheurs et les décideurs politiques qui travaillent sur des questions liées au Mexique, et plus particulièrement à ses rapports avec ses voisins du Nord. Ce site offre des renseignements et des liens à des sources qui traitent de six grands domaines de recherche : les communications et la production culturelle; l'environnement; les implications infranationales de l'intégration régionale; le changement institutionnel; la migration; les identités régionales et nationales. Sont fournis également des liens vers plusieurs bases de données, dont la Mexico Legal Database qui contient des informations sur le gouvernement et sur les lois ayant principalement trait au commerce.

<http://www.conahec.org>

Le Consortium pour la collaboration dans l'enseignement supérieur en Amérique du Nord (CONAHEC) vise à accroître les initiatives conjointes dans ce secteur à l'échelle du continent en mettant sur pied des partenariats stratégiques entre les établissements d'enseignement supérieur, les associations nationales, les fondations, les organismes gouvernementaux ainsi que les entreprises. Pour réaliser cet objectif, CONAHEC a conçu **EL NET (The North American Educational Leadership Network)**, un outil pour le réseautage en ligne qui facilite une collaboration accrue entre les universités. En plus d'un centre de ressources et des informations sur les sources de financement, EL NET renferme une rubrique intitulée « Service de liaison » qui vous permet de trouver des partenaires et de découvrir des possibilités, entre autres, de recherche, de stages et de consultation.

<http://www.northamericaninstitute.org>

Le North American Institute (NAMI) a été créé en 1988 afin de promouvoir de nouvelles façons d'aborder les questions propres à l'Amérique du Nord, et d'accroître le niveau de compréhension entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le NAMI se concentre sur certains aspects de la relation entre ces trois pays et s'efforce d'établir le contact avec divers secteurs de la société, agissant ainsi comme catalyseur et rassembleur dans le but de créer des réseaux et d'entraîner

de véritables changements au sein de la communauté nord-américaine. Cet organisme publie *NAMI-News*, un bulletin trimestriel contenant des articles et des recensions d'ouvrages qui traitent d'enjeux socio-économiques, environnementaux et politiques ayant des incidences sur l'ensemble de l'Amérique du Nord.

http://www.naalc.org/index_f.htm

L'**Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail (ANACT)**, un accord complémentaire de l'ALÉNA, ajoute une dimension humaine à l'Accord de libre-échange nord-américain. Il encourage les trois partenaires commerciaux à améliorer les conditions de travail et le niveau de vie dans leur pays respectif, et à s'engager à promouvoir onze principes ayant pour objet de protéger, d'améliorer et de faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs. Afin d'accomplir ces objectifs, l'ANACT établit des mécanismes qui prévoient des activités conjointes et des consultations intergouvernementales ainsi que des examens indépendants et le règlement de litiges liés à l'application de la législation du travail. On peut également trouver dans ce site des études sur l'industrie du vêtement, les travailleurs agricoles migrants, l'emploi chez les femmes, la fermeture d'usines, la sécurité du revenu et la productivité.

<http://www.internationalaffairs.com/Country/country.html>

Le site **InternationalAffairs.com** donne rapidement accès pour tous les pays à des nouvelles, des analyses et des données. Il a été mis sur pied par Oxford Analytica, un organisme situé au Royaume-Uni qui se spécialise dans l'étude approfondie d'événements de nature politique et économique et qui a recours à l'expertise de professeurs répartis dans plus de cent pays pour fournir des renseignements aux gouvernements, aux entreprises ainsi qu'à d'autres personnes intéressées qui doivent connaître les implications des nouvelles de dernière heure. Le site de chaque pays est divisé en sections (nouvelles, statistiques, acteurs et analyse) et en thèmes (la politique, l'économie, la société, les relations internationales et le secteur industriel). Il propose des liens aux principaux sites du gouvernement mexicain ainsi qu'à des sources de nouvelles et de données qui concernent non seulement le Mexique, mais aussi la scène internationale.

KP





Chroniqueur invité

Les relations État-société au Mexique après la victoire de Fox

La gouvernance au Mexique se transforme radicalement. En mettant fin à la longue emprise sur le gouvernement du *Parti révolutionnaire institutionnel* (PRI), l'élection en août 2000 de Vicente Fox, du *Parti d'action nationale* (PAN), a provoqué de grands remous dans tout le système politique mexicain. La population, habituée pendant de longues décennies à un régime essentiellement à parti unique, s'est retrouvée soudain devant la perspective d'un changement dramatique dans la manière dont elle était gouvernée. Sur les ruines de l'ancien régime se sont édifiés un véritable multipartisme et une société civile dynamique. Il reste que la machine du pouvoir qui était en place depuis des décennies ne disparaîtra pas du jour au lendemain et qu'elle continue d'influencer la manière dont les Mexicains sont gouvernés. Les Canadiens qui voudraient entreprendre des activités au Mexique doivent absolument comprendre ce climat incertain des relations État-société et les défis qui se posent au nouveau régime.

Entre 1920 et 1988, le pouvoir du PRI n'a jamais été réellement contesté. Il existait certes des partis d'opposition, mais ceux-ci étaient incapables de se faire élire même au niveau local. Avec l'élection de Fox, le pouvoir présidentiel a changé de mains pour la première fois à l'issue d'un scrutin libre et régulier. Le charisme de Fox va de soi, mais à part cela, que signifie sa présidence pour les relations entre l'État et la société au Mexique? La réponse reste incertaine, mais dépendra de deux facteurs : la volonté et la capacité de Fox de

dénouer l'écheveau inextricable des liens qui assujettissaient la société à l'État sous le régime antérieur, et la détermination de la société civile de continuer à exercer des pressions en faveur du changement. Sous l'administration du PRI, un ensemble complexe de relations liait les groupes et les citoyens individuels à l'État, garantissant ainsi la stabilité politique, mais compromettant l'autonomie de la société civile. N'ayant pas accès au même type de mécanismes de contrôle, Fox devra trouver une nouvelle façon de préserver la stabilité politique tout en permettant une participation populaire autonome à la prise des décisions.

LA NATURE TRADITIONNELLE DES RELATIONS ÉTAT-SOCIÉTÉ AU MEXIQUE

Les analyses politiques du régime mexicain antérieur s'intéressaient traditionnellement à la capacité extraordinaire du parti au pouvoir de promouvoir la stabilité politique au lendemain de la décennie mouvementée de la Révolution mexicaine (1910-1920). Les régimes à parti unique sont souvent fragiles en raison de leur rigidité et de l'absence de légitimité politique, de sorte qu'ils doivent recourir massivement à des formes sévères de coercition. Le régime semi-autoritaire du Mexique s'écarterait sous plusieurs aspects de ce modèle. Premièrement, une certaine souplesse avait été préservée en limitant la durée du mandat de l'exécutif, et en particulier celui du président, à six ans. Cette règle garantissait une certaine évolution des politiques de l'État, en dépit de la permanence du régime. Le facteur le plus déterminant était toutefois la manière experte dont le parti

au pouvoir gérait ses relations avec la société civile, désamorçant et cooptant les tentatives pour contester son autorité. Un des moyens employés était un système bien ancré de fraude électorale et d'achat de votes. Les réformes électorales entreprises dans les années 1980 et poursuivies par le président sortant, Ernesto Zedillo, ont fait disparaître la plupart de ces mécanismes. Par contre, le PRI s'est maintenu au pouvoir grâce à trois autres caractéristiques du système politique : le *corporatisme*, le *clientélisme*, et le *présidentialisme*.

Le corporatisme est un système politique où les relations entre certains groupements sociaux et l'État sont institutionnalisées. Contrairement aux démocraties libérales pures dans lesquelles les véritables acteurs politiques sont les individus, les systèmes corporatistes considèrent les groupements comme des représentants valables des intérêts des classes. Ces systèmes revêtent plusieurs formes qui vont des régimes fascistes très répressifs de l'Espagne et de l'Allemagne d'avant-guerre aux versions beaucoup plus démocratiques qu'on trouve dans plusieurs pays européens telle la Suède. Le président mexicain réformiste que fut le général Lázaro Cárdenas (1934-1940) a adopté un système corporatiste conçu pour restreindre le pouvoir de la classe dominante et renforcer celui de groupes subalternes comme les travailleurs et les paysans, suivant les idéaux de la Révolution mexicaine. En outre, pour pouvoir mettre en œuvre son programme populiste d'intervention étatique dans l'économie malgré l'opposition des forces conservatrices, Cárdenas

Suite à la page 17

Suite de la page 16

avait besoin d'une base solide d'appuis. Afin d'obtenir ces appuis, Cárdenas a réorganisé le parti dominant selon un modèle corporatiste. Ainsi, il a créé une structure dans laquelle les quatre secteurs du parti étaient représentés : le mouvement syndical, la classe paysanne, l'appareil militaire et le secteur dit « populaire », formé de représentants de la classe moyenne, de la fonction publique et des milieux d'affaires. Chaque secteur devait jouer un rôle équivalent dans la prise des décisions de l'État. (Le secteur militaire a été aboli par la suite.)

Après la fin du mandat de Cárdenas, sa version démocratique et participative du corporatisme a été progressivement abandonnée. Avec le temps, la *Confédération des travailleurs du Mexique* (CTM) et la *Confédération paysanne nationale* (CNC) sont devenues de plus en plus les instruments du parti dominant et de moins en moins représentatives des intérêts de leurs membres. Les dirigeants ont été imposés par les autorités au lieu d'être élus démocratiquement par la base. Un observateur résume ainsi le phénomène : « De nombreux gros syndicats ont été les instruments de la politique gouvernementale, une source fiable de soutien électoral pour le PRI et un allié de l'administration, au lieu d'agir comme contrepoids dans la vie économique. »¹ La participation à ces corps corporatistes est devenue le principal moyen d'avancement économique et social pour quiconque n'appartenait pas à la petite élite économique, et la cor-

ruption est devenue un phénomène endémique. Le gouvernement pouvait compter sur les votes des paysans, des travailleurs et du « secteur populaire » en échange d'une certaine prise en compte de leurs intérêts dans la politique de l'État.

En plus des mécanismes officiels du corporatisme, d'autres mécanismes non structurés garantissaient le contrôle politique. Le clientélisme, un système de réciprocité hiérarchique en vertu duquel des membres haut placés de la société consentent des faveurs à des « clients » moins puissants en échange de leur appui politique, est répandu dans la société mexicaine. Par ailleurs, en dépit du fait que la constitution garantit la primauté du droit et la séparation des pouvoirs, le pouvoir est en fait très centralisé entre les mains du président, et le judiciaire et le Congrès ont été subordonnés à l'exécutif. Les abus de pouvoir et la corruption à tous les niveaux du gouvernement sont dès lors devenus inévitables.

En raison de ces mécanismes imbriqués de contrôle sur la société, les Mexicains se sentaient privés de toute efficacité politique, privés du sentiment que leur vote et leur participation politique ont un impact sur la manière dont ils sont gouvernés. Conscients de la corruption généralisée, les Mexicains n'étaient guère susceptibles de faire confiance aux représentants de l'autorité ou même à leurs concitoyens. L'apathie politique et le cynisme étaient généralisés. Un sentiment de citoyenneté faisait défaut aux Mexicains qui ne se percevaient pas

comme les « sujets de droits ». Le système a néanmoins conservé sa stabilité et sa légitimité générale pendant de nombreuses années grâce en grande partie au « miracle mexicain » – l'essor économique que le pays a connu au cours des décennies 1940 à 1970. Sur le plan international, les atteintes aux droits de la personne au Mexique ont reçu peu d'attention pour trois raisons : parce qu'elles étaient beaucoup moins extrêmes que celles commises par les dictatures en place dans de nombreux États latino-américains; parce que les États-Unis soutenaient le régime mexicain voisin; et parce que le mouvement en faveur des droits de la personne ne s'était pas affirmé au Mexique.

L'EFFONDREMENT DU RÉGIME : TRANSFORMATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, le « miracle mexicain » s'est évaporé. Le miracle reposait en effet sur un niveau d'endettement insoutenable, et les fruits de la croissance étaient mal répartis. Les Mexicains ont commencé à contester le système à parti unique et à exiger davantage d'indépendance et d'imputabilité. Un mouvement syndical indépendant s'est formé en opposition à la CTM corporatiste dans les années 1970. Au début de la décennie 1980, la crise de la dette a frappé le Mexique, bouleversant encore plus profondément les relations État-société. Le programme d'ajustement structurel exigé par le Fonds monétaire international pour consentir une restructuration de la dette a

1 Hellman, Judith Adler. *Mexican Lives*. New Press, 1995.

Suite à la page 18

Suite de la page 17

nécessité des compressions de programme et réduit les fonds qui irriguaient les réseaux corporatistes et clientélistes. Le mécontentement populaire devant les privations entraînées par l'ajustement structurel a déclenché des mouvements sociaux urbains qui ont mobilisé principalement les femmes (jusqu'alors exclues en grande partie de la vie politique), contre les compressions du gouvernement. Par la suite, un mouvement populaire a vu le jour pour réclamer une réforme électorale et la démocratisation. Des centaines d'organisations non gouvernementales (ONG) se sont formées pour promouvoir des causes comme le développement durable, les droits des femmes et les droits des Indiens.

Aux élections de 1988, l'opposition au parti du gouvernement était vaste, provenant à gauche du *Parti de la révolution démocratique* et à droite du PAN. La fraude transparente qui a entaché ces élections et porté au pouvoir Carlos Salinas du PRI a suscité l'indignation générale. Salinas a introduit des réformes économiques qui ont fait avancer encore plus loin le programme de libéralisation, et a adopté l'ALÉNA. Ces réformes économiques ont continué de marginaliser les secteurs corporatistes traditionnels du parti, c'est-à-dire les travailleurs et les paysans, et leur pouvoir a continué de s'éroder. Reconnaissant que le déclin du corporatisme constituait une menace réelle pour son parti, Salinas a mis sur pied le Programme national de solidarité pour consolider ses appuis populaires. Le Programme de solidarité a permis de distribuer des fonds à de petits groupements dans tout le pays qui avaient proposé des programmes de développement communautaire.

Des critiques y ont toutefois vu une forme à peine déguisée de néo-clientélisme où le pouvoir et les ressources étaient encore plus concentrés qu'avant entre les mains du président. Le soulèvement des Indiens du Chiapas en 1994 – survenu dans l'État qui avait le plus bénéficié du Programme de solidarité – a démontré que ces moyens traditionnels d'étayer le pouvoir ne pouvaient plus garantir la stabilité politique. En outre, depuis l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, les États-Unis sont moins disposés à fermer les yeux sur les problèmes des droits de la personne au Mexique. Devant la pression intérieure de la part des ONG et extérieure de la part des alliés, le successeur de Salinas, Ernesto Zedillo, a entrepris d'importantes réformes électorales dont le résultat à terme a été de permettre l'élection de Fox.

LE DÉFI DE FOX : LA RÉFORME DE LA GOUVERNANCE

Tout changement en profondeur du processus politique au Mexique passe par une réforme de la gouvernance. Le président Fox a conquis le pouvoir en promettant d'instaurer la démocratie et la justice sociale et d'atténuer la pauvreté, mais il est aussi un ferme tenant de l'économie libérale. Satisfaire en même temps les aspirations refoulées des secteurs commerciaux et non commerciaux de la société civile représente un immense défi pour le nouveau régime.

Dans ce contexte, la gouvernance pose quatre défis particulièrement épineux au Mexique d'aujourd'hui :

- *Pauvreté* – Le principal défi qui se pose à Fox est peut-être celui de lutter contre la pauvreté, qui s'est encore aggravée depuis

l'ALÉNA. La pauvreté est à son plus extrême dans les zones rurales, où la libéralisation de l'agriculture a durement frappé les agriculteurs démunis. Les organisations de la société civile du Mexique ont exigé un modèle économique plus équitable qui réponde aux besoins des femmes, de la population indienne et des paysans.

- *Droits des travailleurs* – Sous le régime antérieur, les droits des travailleurs à la négociation collective et à l'organisation indépendante ont été restreints. Les implications du changement de régime pour les relations de travail ne sont pas claires, compte tenu du parti pris de Fox en faveur des entreprises. En mars 2001, des tactiques d'intimidation auraient été employées lors d'une élection à la compagnie Duro Bag, *maquiladora* de Rio Bravo, dans l'État de Tamaulipas. Les syndicats mexicains demandent que le gouvernement fasse respecter la législation actuelle du travail. Cependant, un récent rapport de la Banque mondiale appelle à un assouplissement à cet égard au Mexique, c'est-à-dire à la suppression de garanties actuellement offertes aux travailleurs.
- *Droits des Indiens* – Pendant sa campagne, Fox s'est vanté de pouvoir régler les problèmes du Chiapas « en 15 minutes », et les observateurs plaçaient de grands espoirs dans le processus de paix. Or, au mois d'avril, le nouveau congrès mexicain a adopté une loi sur les droits des Indiens qui n'a pas contenté les zapatistes (l'armée indienne du Chiapas) ni satisfait aux recommandations de la COCOPA

Suite à la page 19

Activités à venir



Suite de la page 18

(Commission du congrès pour la paix et la concorde). Par conséquent, le conflit dans la région continue de couvrir.

- **ONG** – Le régime du PRI se méfiait à l'extrême du rôle des ONG dans le processus politique aux niveaux national et international. Fox a témoigné une ouverture sans précédent à l'égard des ONG. Au-delà des mots, toutefois, il devra entreprendre une réforme exhaustive à la fois des règles régissant le secteur sans but lucratif et du processus d'élaboration des politiques lui-même, afin de garantir une transparence beaucoup plus grande et de permettre à une grande diversité de voix de se faire entendre.

Il convient de rappeler que c'est la volonté du nouveau gouvernement de s'attaquer à ces questions et à d'autres problèmes de gouvernance pressants qui conditionne le changement politique. Celui-ci exige en outre une ouverture accrue à la société civile. Dans de nombreux autres États d'Amérique latine en voie de démocratisation, le dynamisme qui caractérisait la société civile sous le régime autoritaire a eu tendance à disparaître une fois la démocratie en place. Si le cynisme et l'apathie politiques sont si répandus dans de nombreux États nouvellement démocratisés, c'est en partie parce que les nouveaux régimes démocratiques ne remplissent pas les promesses grâce auxquelles ils ont accédé au pouvoir. L'État et la société sous le régime de Fox doivent tout faire pour éviter un tel résultat : voilà un de leurs plus grands défis.

Laura Macdonald
 Université Carleton

DATE ÉVÉNEMENTS

LE 24 SEPTEMBRE 2001 *Place à l'action : Solutions canadiennes pour contrer le changement climatique*
 Mexico

Industrie Canada dirige deux initiatives regroupées sous le titre « Place à l'action : Solutions canadiennes pour contrer le changement climatique », soit un atelier d'un jour sur le changement climatique et une mission à Mexico, le 24 septembre 2001. L'atelier, qui mettra en valeur les technologies, les produits et les services canadiens relatifs au changement climatique, prévoit des discussions et des exposés sur divers points. Les thèmes qui seront abordés comprennent, entre autres, le transport, les options offertes par la foresterie et l'agriculture pour la création de puits de gaz à effet de serre, ainsi que le recours à la technologie pour satisfaire l'obligation de rendre compte que renferme le Protocole de Kyoto. Organisé à l'ambassade du Canada le jour avant l'exposition Enviro-Pro, l'atelier attirera des partenaires du secteur privé ainsi que des décideurs au sein des gouvernements latino-américains. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Michèle Kingsley par courrier électronique à kingsley.michele@ic.gc.ca, ou par téléphone au (613) 946-2578.

LES 14-15 OCTOBRE 2001 *Visioning North America: Building North American Studies*
<http://www.carleton.ca/nac>
 Ottawa

Au fur et à mesure que s'intensifient les relations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, de nombreux chercheurs universitaires représentant une grande variété de disciplines se penchent sur l'Amérique du Nord. Le Centre on North American Politics and Society et la School of Canadian Studies de l'Université Carleton, le Centre for North American Studies de l'Université Duke, ainsi que le Centre for International Studies d'El Colegio de México préparent conjointement une conférence qui traitera des thèmes suivants : frontières, gouvernance et souveraineté; technologie, culture et région; développement durable et gestion de l'environnement. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, veuillez consulter le site <http://www.carleton.ca/nac>.

DU 22 AU 24 NOVEMBRE 2001 *Allier recherche, politique et pratique : Travaillons ensemble pour les enfants et les jeunes*
http://www.cfc-efc.ca/cccf/pdf/reg_pack_fr.pdf
 Ottawa

Subventionnée conjointement par la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, l'Association canadienne des commissions/conseils scolaires et le Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants, cette rencontre, la première d'une série de cinq conférences annuelles mettant en lumière le travail accompli par les Centres d'excellence pour le bien-être des enfants de Santé Canada, fournira à divers intervenants l'occasion de mettre en commun ce qu'ils savent de cinq grandes questions de santé touchant les enfants et les jeunes : le développement de la petite enfance, la protection de l'enfance, les collectivités des Prairies centrées sur les enfants et les jeunes, les enfants et les adolescents ayant des besoins spéciaux ainsi que la participation des jeunes. Parmi les conférenciers d'honneur on retrouve la sénatrice Landon Pearson, Ken Dryden, Judith Maxwell, Daniel Keating et Cherry Kingsley. Pour en savoir davantage, veuillez visiter le site http://www.cfc-efc.ca/cccf/pdf/reg_pack_fr.pdf, ou communiquer avec Gaétane Huot au (613) 729-5289 ou au 1-800-858-1412.



Programme de recherche

Le nouveau vocabulaire démocratique : le système « E-Mexico »

« La connectivité est l'un des plus importants avantages concurrentiels dont peut profiter une économie. Pour un peuple, elle signifie le savoir, le progrès et la prospérité; ainsi, l'accès aux systèmes de communications et d'information multipliera les possibilités de développement humain et de croissance économique. »

**Président Vicente Fox Quesada
Puebla, 2 mai 2001**

La définition du mot « démocratie » a toujours représenté un défi en science politique. Pourtant, le récent changement de gouvernement au Mexique illustre bien que la définition actuelle du concept de démocratie est beaucoup plus large qu'une simple explication portant sur les courses à la présidence controversées ou le multipartisme limité. Un nouveau vocabulaire voit le jour, de nouvelles formes de gouvernement sont mises en place, des liens sont établis avec la définition traditionnelle de la démocratie. L'étude des méthodes d'accession à des régimes politiques démocratiques continue d'être un élément important des efforts de classification des systèmes politiques. Néanmoins, l'apport, par les gouvernements, de solutions opportunes aux problèmes de pauvreté, de corruption et de manque de scolarité, entre autres, est essentielle à l'établissement et au renforcement des institutions démocratiques.

À propos de la réalité démocratique en Amérique latine, l'intellectuel mexicain Carlos Fuentes déclarait récemment dans un article paru dans un journal espagnol que « si les institutions démocratiques n'arrivent pas bientôt à produire des résultats économiques et sociaux profitant à toute la société, à combler l'écart entre les riches et les pauvres et à réduire le fossé entre la modernité et la tradition, nous risquons fort de régresser et de renouer avec l'une de nos traditions les plus anciennes et les plus profondément ancrées : l'autoritarisme »¹. Le nouveau gouvernement au pouvoir au Mexique en est très conscient. Le principal défi que devra relever cette démocratie sera donc la mise en œuvre efficiente d'une stratégie en faveur d'un « développement social juste » dans une période où

la croissance économique est mise à rude épreuve – principalement en raison du ralentissement de l'économie américaine – et où de nombreux ajustements sont apportés au budget de l'État. Les décideurs mexicains doivent maintenant non pas « faire avec moins », mais bien « utiliser moins, et le faire de façon plus efficiente ».

Le gouvernement Fox s'est fixé comme objectif de créer une démocratie moderne en mettant en pratique de nouvelles règles politiques et en mettant sur pied un gouvernement de qualité qui permettra au Mexique de faire un grand pas en avant en tant que nation, aussi bien au niveau quantitatif que qualitatif². Cette nouvelle façon de mener les affaires de l'État au Mexique demandera une créativité sans borne, de même que des outils novateurs qui permettront de réduire le nombre de problèmes sans solution tout en profitant à d'importants segments de la population.

En ce qui concerne ces « outils novateurs », le gouvernement Fox privilégie et favorise l'utilisation de la technologie comme ressource stratégique permettant de satisfaire à certains des besoins les plus élémentaires de la société mexicaine. L'une des preuves les plus évidentes de cet engagement est le lancement du système « E-Mexico », au mois de janvier 2001, que certains considèrent comme le projet le plus ambitieux du président Fox.

Le principal objectif du système « E-Mexico » est la création d'un pays moderne et plus équitable, ayant pleinement accès à l'information et à la myriade de possibilités et d'avantages qui en découlent. Pour y parvenir, la première étape consiste à faire en sorte que les 2 427 municipalités mexicaines puissent communiquer entre elles et avec le reste du monde. Dans le but de faire de ce scénario une réalité, l'infrastructure en place est en voie d'être interconnectée et des technologies de télécommunications et de réseautage de pointe sont intégrées au système afin de créer un méga-réseau qui couvrira la presque totalité du territoire mexicain.

On pourra accéder à ce méga-réseau à partir des actuels Téléc centres communautaires, c'est-à-dire à partir des anciens bureaux de télégraphe qui ont été

Suite à la page 21

1 Fuentes, Carlos. « Democracia latinoamericana: anhelo, realidad y amenaza », *El País*, 15 mai 2001.

2 Pour plus de détails, consulter l'introduction du *Plan Nacional de Desarrollo 2000-2006* du Mexique, présenté le 29 mai 2001 par le président Vicente Fox Quesada .

Suite de la page 20

transformés³. Ces centres seront équipés d'ordinateurs permettant d'avoir accès à des services financiers et de télécommunications de base et aux réseaux d'information. Dans chaque Télécentre, les Mexicains pourront profiter d'au moins un accès 2 Mb/s à quatre passerelles : une pour le gouvernement, une pour la santé, une pour l'éducation et une pour le commerce. Le projet de création des Télécentres communautaires comporte deux étapes. Entre janvier et mars 2001, 60 Télécentres ont été établis dans des communautés rurales et des régions rurales et urbaines et on prévoit qu'entre avril 2001 et décembre 2003, 2 000 Télécentres entreront en service. Le premier Télécentre communautaire a été inauguré par le président Fox lui-même à El Salto, dans la municipalité de Pueblo Nuevo, dans l'État de Durango, au Nord du Mexique. Bien qu'on ne puisse s'attendre à ce que chaque Mexicain se dote immédiatement d'un ordinateur, le système « E-Mexico » fera en sorte que, à moyen terme, chaque famille mexicaine aura accès à un ordinateur branché à Internet dans l'un des 2 000 Télécentres communautaires qui seront ouverts partout dans le pays.

« E-Mexico » est un exemple pratique de deux des caractéristiques de ce que l'on pourrait considérer comme une démocratie moderne :

- 1) Un nouveau rôle pour le gouvernement, qui joue tout d'abord le rôle de l'entité chargée de la détermination et de la définition des priorités de la nation et, ensuite, celui de l'entité tenue de donner suite à ces priorités en établissant des liens intelligents et productifs avec le secteur privé et la société mexicaine. Dans le cadre du système « E-Mexico », le gouvernement coordonne les politiques de l'État, mais la responsabilité de répondre aux nouveaux besoins ne retombe pas sur ses seules épaules. En adoptant cette nouvelle façon de faire, le gouvernement mexicain abandonne résolument ses anciennes pratiques

paternalistes et favorise plutôt un plus grand équilibre entre les activités du gouvernement et les initiatives du secteur privé et de la société mexicaine. Selon cette nouvelle approche tout à fait novatrice, l'organisme chargé de faire d'« E-Mexico » une réalité est un comité technique composé de spécialistes des réseaux de télécommunications, d'entreprises privées ayant accès aux ressources nécessaires et aux technologies les plus avancées⁴, de fonctionnaires des trois paliers de gouvernement⁵ et d'organisations de la société civile⁶.

- 2) Avec le lancement d'« E-Mexico », le gouvernement Fox met en œuvre un modèle de développement tout nouveau et sans précédent, tout en conservant une approche « locale ». Les priorités ont été déterminées à l'aide d'une démarche ascendante, c'est-à-dire en se préoccupant tout d'abord des besoins des municipalités. Jusqu'à présent, très peu de projets de développement avaient mis l'accent sur l'élément local.

La mondialisation, favorisée principalement par l'évolution phénoménale et inexorable de la technologie, a donné au gouvernement Fox l'occasion idéale d'accomplir de grands progrès dans le domaine du développement humain au Mexique. Au 1^{er} décembre 2000, les technologies de l'information avaient non seulement été intégrées à la stratégie du gouvernement pour la première fois dans l'histoire du Mexique, mais elles avaient également été considérées et employées comme des outils du progrès. Dans l'esprit du *Rapport mondial sur le développement humain 2001*, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)⁷ et récemment rendu public par le président Vicente Fox à Mexico, le « nouveau » Mexique place réellement la technologie au cœur du progrès humain.

Ana Paola Barbosa
Ambassade du Mexique

3 Il convient de noter que la majorité des régions rurales et éloignées du Mexique dispose d'un bureau de télégraphe, ce qui explique leur choix pour l'installation de ce méga-réseau. À ce jour, on trouve 1 800 bureaux de télégraphe dans les 31 États du Mexique et dans le District fédéral.

4 Projet de commerce en ligne. Par exemple *Axtel, Lastra, Unefon, Pegaso, Iusacell, Telcel, Avantel, Telmex.*

5 Du *Centre national pour le développement municipal* et du *Système national d'information municipale* du secrétariat de l'Intérieur

6 Par exemple le groupe *Convergencia Digital*, qui se préoccupe de la génération et de l'utilisation d'un contenu mettant en valeur la richesse culturelle du Mexique.

7 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain », *Rapport mondial sur le développement humain 2001.*



Jémoins

Les politiques pour la nouvelle économie

Le rendement exceptionnel de l'économie américaine du début des années 90 jusqu'aux premiers mois de 2001 a soulevé maints débats, parfois excessifs, au sujet de ce qu'on a baptisé la « nouvelle économie ». La baisse marquée des cours en technologie et la faiblesse actuelle de l'économie américaine ne font qu'attiser le débat. Le rendement économique des États-Unis pendant la dernière décennie tient-il du phénomène, ou s'agit-il de quelque chose de foncièrement nouveau et de longue durée?

Qu'est-ce que cela signifie en termes de politiques publiques? Afin d'explorer quelques-unes des questions liées à la nouvelle économie, le Projet de recherche sur les politiques (PRP), de concert avec les ministères des Finances, de l'Industrie et du Développement des ressources humaines, a organisé un colloque intitulé « Les politiques pour la nouvelle économie », qui s'est déroulé au Château Vaudreuil les 26 et 27 juin 2001.

Le colloque a débuté par des discussions sur le taux de croissance de la productivité aux États-Unis, en Europe et au Canada au cours desquelles on s'est demandé s'il faut y voir l'apparition d'une nouvelle économie. Pour que ce soit le cas, selon de nombreux économistes, la productivité doit avoir connu une croissance soutenue.

Les participants ont appris qu'il y avait eu, effectivement, une augmentation de la croissance à long terme de la productivité aux États-Unis en raison des investissements dans les technologies de l'informa-

tion et des communications (TIC), et que cette augmentation va se poursuivre car on s'attend à ce que le rythme accéléré des investissements dans les semiconducteurs continue à moyen terme. D'autres macroéconomistes ont affirmé toutefois qu'il existait moins de preuves de l'existence de cette nouvelle économie en Europe et au Canada, bien qu'il y ait un léger espoir que le Canada suive les États-Unis, mais avec un décalage.

La deuxième séance portait sur la reconnaissance grandissante du rôle crucial que joue l'innovation dans la croissance de l'économie et de la productivité. On a examiné la rapidité et les transformations de l'innovation dans les pays membres de l'OCDE, et plus particulièrement l'influence que la dynamique des regroupements et d'autres agglomérations peut avoir sur l'économie du savoir.

Le lendemain, les participants se sont penchés sur un ensemble de secteurs stratégiques où la nouvelle économie aurait probablement des incidences considérables. En matinée, ils ont passé en revue certaines politiques relatives à l'éducation, à la formation, à la conception des organisations ainsi qu'aux questions sociales. Les implications de la nouvelle économie quant aux politiques fiscales et à un éventail de questions de droit ont dominé le reste des débats.

Le rapporteur Richard Lipsey a résumé la teneur des discussions en reconnaissant que la nouvelle économie n'a pas la même signification pour tous. Sans nier la per-

tinence de la discussion sur la productivité, il s'est toutefois montré critique à l'égard des macroéconomistes qui maintiennent que la productivité totale des facteurs est une condition indispensable de la nouvelle économie. Selon Lipsey, il ne fait aucun doute que les TIC représentent une forme de technologie polyvalente qui suscite des changements radicaux à tous les niveaux de l'économie et de la société, en partant de la réorganisation de la production et de la gestion à l'établissement de l'anglais comme lingua franca du monde; de la modification des fondements de la démocratie à la facilitation de la découverte de nouveaux domaines d'envergure tels que la génomique et la nanotechnologie. Que ces changements soient reflétés ou non dans l'augmentation de la productivité totale des facteurs, Lipsey estime néanmoins qu'ils offrent des preuves plutôt convaincantes de l'émergence d'une nouvelle économie; une série de politiques doit ainsi être revue à la lumière de ces connaissances.

AL & GS

Un certain nombre d'exposés présentés lors du colloque, ainsi que quelques articles sur des questions connexes, seront publiés au début de l'an prochain dans un numéro spécial d'*ISUMA* : *Canadian Journal of Policy Research/Revue canadienne de recherche sur les politiques*, dont les rédacteurs en chef invités seront Pierre Fortin et Richard Lipsey. On peut se procurer des copies préliminaires de certains documents en contactant Nicole Vallières, du PRP, par courrier électronique à n.vallieres@prs-srp.gc.ca, ou par téléphone au (613) 992-9356.



La Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL)

La coopération trilatérale prend de l'ampleur en Amérique du Nord. Aujourd'hui, plus que jamais, tous les regards sont tournés vers le Mexique. Une organisation non gouvernementale a donc décidé de profiter de la conjoncture favorable pour parfaire et accroître notre connaissance du Mexique. Il s'agit de FOCAL, la Fondation canadienne pour les Amériques, qui a pour mission de promouvoir la coopération dans l'hémisphère et de concourir à l'élaboration, au Canada, de meilleures politiques pour les Amériques. L'organisation basée à Ottawa bénéficie, entre autres, de l'appui du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, de l'Agence canadienne de développement international et du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère.

En collaboration avec un nombre croissant d'experts de tous horizons au Canada et de tout l'hémisphère, FOCAL joue un rôle important en tissant des liens avec les administrations, les établissements de recherche et les universitaires mexicains. La Fondation surveille l'évolution de la situation au Mexique et analyse les questions sociales, économiques et politiques émergentes.

FOCAL s'intéresse tout particulièrement aux relations interaméricaines, à la fonction gouvernementale, à la sécurité humaine, aux politiques sociales et à l'intégration économique. FOCAL peut étendre

rapidement la sphère de ses connaissances dans l'un ou l'autre de ces domaines. Elle y parvient grâce à ce qu'elle considère comme étant l'aspect le plus important des relations de plus en plus étroites qu'elle entretient avec le Mexique – l'établissement d'un véritable dialogue. Ce dialogue sert de point de départ à la réalisation de documents de recherche axés sur les politiques de même qu'à la formulation de recommandations qui seront soumises aux gouvernements, à divers groupes d'intérêt et aux médias. FOCAL a consacré l'une de ses plus récentes publications à la politique trilatérale (Canada, États-Unis, Mexique).

FOCAL accroît la capacité de recherche en politiques au Canada en créant un lieu propice au dialogue et au débat. Dans tout ce qu'elle fait, FOCAL a à cœur de défendre les intérêts du Canada et s'efforce avant tout, dans le contexte de la coopération trilatérale, de bien comprendre les enjeux pour le Canada. Ses recherches donnent lieu à la présentation de recommandations concrètes aux responsables de l'élaboration des politiques canadiennes.

Pour en savoir plus au sujet de FOCAL, nous vous invitons à consulter le site <http://www.focal.ca>.

KK

Maintenant disponible

Les contraintes de l'intégration : *leçons mondiales*

Ce numéro spécial du bulletin *Horizons* offre un compte rendu du colloque Les contraintes de l'intégration : leçons mondiales, qui s'est tenu à Cambridge les 29 et 30 mars 2001. Ce colloque a réuni des représentants gouvernementaux, chercheurs et universitaires pour discuter des options

politiques disponibles dans un contexte d'intégration internationale. Il a été coorganisé par le Projet de recherche sur les politiques, le Programme de l'OCDE pour la création d'emplois et le développement économique au niveau local, et le Weatherhead

Center for International Affairs de l'Université Harvard.

Une version électronique de cette publication est disponible à l'adresse suivante : <http://recherchepolitique.gc.ca/keydocs/horizons/horizons-f.htm>.





Chroniqueur invité

La voie de la démocratie et du fédéralisme au Mexique

République fédérale régie par une Constitution datant de 1917, le Mexique s'est néanmoins imposé durant la majeure partie du XX^e siècle comme l'un des systèmes politique et administratif les plus centralisés au monde. Cette particularité a été expliquée – et justifiée de bien des façons – au moyen de plusieurs arguments et visions s'appuyant sur la nécessité de centraliser le pouvoir et les ressources entre les mains du gouvernement fédéral – c'est-à-dire la présidence – dans le but ultime de promouvoir la création d'un marché national, la fourniture de services sociaux à la population et la construction et l'entretien de l'infrastructure essentielle en raison du développement du pays. Même si l'on peut trouver une certaine rationalité à ces arguments, la vérité est qu'ils ont tous servi à mettre en place, puis à perpétuer, un régime hautement autoritaire et des institutions politiques antidémocratiques au Mexique durant plus de soixante-dix ans. Il ne s'agit pas de dire qu'un mode de gouvernement décentralisé ne pouvait pas être utilisé à ces fins, mais bien de mettre en évidence le rapport étroit qui existait entre le pouvoir autoritaire et la structure centralisée des pouvoirs publics.

À la suite des élections fédérales de juillet 2000, le pays est entré dans une nouvelle ère, et l'ancienne balance du pouvoir a alors été profondément modifiée. La dimension territoriale offre un parfait exemple de cette évolution. En effet, les gouvernements des États et les municipalités, autrefois silencieux car dépendant entièrement de l'aide fédérale, se sont métamorphosés et prennent aujourd'hui une part active à toutes les étapes de l'établissement du programme politique. Cette transformation est à la fois une cause et un résultat de la démocratisation et, comme nous le verrons, ces administrations ont joué un rôle déterminant dans la progression et le triomphe de la nouvelle façon d'exercer les pouvoirs publics au Mexique.

Pour bien comprendre la situation au Mexique, il faut tenir compte de plusieurs facteurs. Premièrement, il y a eu cette crise importante en 1982 qui a contribué à miner l'appui de la population à l'endroit du gouvernement. Certaines entreprises et des membres de la classe moyenne, surtout dans le nord du pays, ont en effet alors retiré leur appui au gouvernement et rejeté le statu quo en s'engageant dans des activités politiques et électorales. Par conséquent, les partis d'opposition ont

été en mesure d'accroître substantiellement leurs ressources et leurs chances de se faire élire et d'être ainsi représentés au gouvernement, que ce soit dans l'exercice du pouvoir législatif ou exécutif.

Deuxièmement, au milieu des années 1980, lorsque les chances d'accéder à des postes réservés aux élus se sont offertes à d'autres, de nouvelles voix à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil corporatiste de l'État se sont élevées pour réclamer que le système politique réagisse face à ce que l'on a alors qualifié de distorsion inévitable engendrée par le processus de démocratisation. On entendait par là que le système politique était dans un tel état que les pressions sociales pour un exercice pleinement démocratique du pouvoir pouvaient atteindre une ampleur incontrôlable. Pour éviter les risques que comportait une telle perspective, le système devait encourager les changements de l'intérieur, de manière à permettre au parti officiel de conserver le pouvoir. Pour leur part, les groupes qui avaient ouvert la voie à ceux qui avaient remporté les élections locales se méfiaient des intentions réelles du parti au pouvoir qui proposait une « démocratisation de l'intérieur ». Ces groupes étaient convaincus des avantages que présentaient la différenciation de plus en plus marquée des politiques locales pour le renforcement de la légitimité des gouvernements (légitimité par les résultats) et les solutions « nouvelles » trouvées par les autorités élues démocratiquement à des réclamations et des besoins « de longue date »¹.

Troisièmement, les deux visions ne divergeaient pas seulement sur la question des solutions proposées, mais aussi sur celle de la division du territoire. D'un côté, les groupes nationaux – au niveau fédéral – estimaient que la formule fédérale présentait de nets avantages pour la mise en œuvre d'une nouvelle ère démocratique et pour l'élimination des disparités régionales qui motivaient en bonne part l'activisme de l'opposition. Ils insistaient notamment sur la nécessité de parvenir à un certain équilibre entre les différentes régions du pays. Au lieu de promouvoir le développement régional au cas par cas, ils étaient d'avis que la

Suite à la page 25

1 Victoria E. Rodriguez et Peter M. Ward (directeurs de la publication.) *Opposition government in Mexico*, Albuquerque, N.M., University of New Mexico, 1995.

Suite de la page 24

solution viendrait de l'application d'une stratégie définie par des critères de « solidarité régionale ». Selon cette stratégie, une entité centrale devait contrôler les échanges et promouvoir la péréquation territoriale par le biais de politiques et de programmes nationaux. Le gouvernement fédéral était, pour des raisons évidentes, le mieux placé pour jouer ce rôle central². D'autre part, les groupes d'opposition et les groupes régionaux rejetaient l'idée du maintien d'une structure centralisée, estimant qu'une stratégie centralisée de développement était à l'origine de bon nombre des problèmes dont le pays et les régions avaient souffert. Il fallait plutôt selon eux relancer l'initiative locale et en faire le moteur des gouvernements, ce qui écartait tout à fait la possibilité d'une stratégie centrale³.

Quatrièmement, le regroupement des processus électoraux au sein de l'arène politique centrale signifiait que les deux visions étaient à des degrés divers sanctionnées par différents groupes de la population aux quatre coins du pays, et qu'une tendance dominante se dessinait. Les résultats ont d'ailleurs montré comment les partis et leurs visions respectives bénéficient d'un soutien régional précis. Selon la tendance, l'attention accordée aux petites communautés était directement proportionnelle au succès électoral. Plus les demandes des localités étaient satisfaites par les partis (y compris la sélection de candidats parmi les politiciens locaux), plus grandes étaient leurs chances de se faire élire.

Tous ces facteurs ont donné lieu à une nouvelle distribution territoriale du pouvoir suivant laquelle aucun parti n'est en mesure de contrôler le système politique dans son ensemble. Sur le plan du fonctionnement du système fédéral, ces changements ont permis de réduire l'écart entre ce que la Constitution prescrit, notamment au chapitre du partage des responsabilités entre les divers ordres de gouvernement, et

l'usage actuel dans les relations intergouvernementales en matière de budget et de politique. Le nouveau programme fédéral n'est plus dominé par les priorités et objectifs du gouvernement fédéral. On est à bâtir une nouvelle configuration dans laquelle l'idéologie et les intérêts du parti entrent en concurrence avec les besoins d'ordre économique, social et politique de chaque région.

Le rôle joué par les gouvernements des États est, de loin, la caractéristique la plus importante de cette nouvelle configuration. Comme je l'ai déjà mentionné, tout cela est l'un des fruits de la démocratisation. Il ne faut pas perdre de vue que la stratégie politique qui a permis à Vicente Fox et au Partido Acción Nacional de remporter les élections présidentielles en juillet 2000 a été mise en œuvre plusieurs années auparavant, lorsque les premiers gouvernements d'opposition sont apparus au niveau local dans les États de Baja California et de Chihuahua. La deuxième étape correspond précisément, à l'élection des gouvernements des États de Baja California, Chihuahua, Jalisco et Guanajuato⁴. Les demandes formulées par ces gouvernements d'État dans le but de modifier les politiques fédérales, ainsi que la mise en œuvre de programmes visant à obtenir l'appui de la population dans les États, ont transformé le système fédéral. Les gouverneurs de l'opposition sont parvenus à défier l'autorité présidentielle en s'appuyant sur les résultats de leurs propres administrations. Ce faisant, ils ont pu offrir une nouvelle vision du gouvernement, une vision qui rejoignait à bien des égards l'idée de « changement » qui est devenue si puissante et si attirante pour la population lors de la dernière élection générale.

José Sosa

El Colegio de México

2 Cette position était manifestement celle du "Programa para un Nuevo Federalismo" (Programme pour un fédéralisme renouvelé) rendu public par le Secretaría de Gobernación (ministère de l'Intérieur) en 1997.

3 Les opinions des gouverneurs de l'opposition ont été discutées et officialisées durant une conférence tenue durant l'été de 1995 sous les auspices du gouvernement de l'État de Guanajuato. Voir

Foro Nacional Hacia un Auténtico Federalismo: Guadalajara: 1995 Compromisos para un auténtico federalismo, Guanajuato: Gobierno del Estado de Guanajuato, 1995.

4 Víctor Alejandro Espinoza Valle (coord.), *Alternancia y transición política: cómo gobierna la oposición en México?*, México, El Colegio de la Frontera Norte-Plaza y Valdés, 2000.



Regards sur l'extérieur

Centro de Investigaciones Sobre América del Norte (CISAN)

Le *Centro de Investigaciones Sobre América del Norte* (CISAN) de la Universidad Nacional Autónoma de México est un centre de recherche interdisciplinaire spécialisé dans l'étude de l'Amérique du Nord. À sa création, le CISAN était un centre de recherche sur les États-Unis. Cependant, la nature changeante de l'environnement nord-américain à rendu nécessaire l'élargissement de la capacité de recherche du centre pour inclure le Canada. Nombre des chercheurs mexicains spécialistes du Canada les plus renommés œuvrent au CISAN et travaillent activement à élaborer un programme d'études canadiennes au CISAN et dans d'autres institutions d'enseignement mexicaines.

Le CISAN a pour mission d'effectuer des recherches et de générer des renseignements permettant de mieux comprendre la nature complexe de l'Amérique du Nord et d'avoir une connaissance plus complète du Canada, des États-Unis et des relations qu'entre-

tiennent ces deux pays avec le Mexique. En plus de générer des renseignements, le CISAN encourage le dialogue et le partage d'expériences en servant de lieu où les décideurs nord-américains peuvent se rencontrer pour discuter de questions pertinentes et prendre des décisions éclairées.

Les travaux du centre de recherche sont extrêmement pertinents et d'une très grande valeur pour les décideurs canadiens, pour plusieurs raisons. Ses publications, ses conférences, ses séminaires et ses colloques contribuent non seulement à la connaissance des questions relatives à l'Amérique du Nord, mais constituent également un forum au sein duquel les décideurs canadiens peuvent présenter le point de vue du Canada et influencer sur la position du Mexique sur de nombreuses questions. L'importance du CISAN tient aussi au fait qu'il éduque et informe nombre d'étudiants mexicains qui font ensuite carrière dans la fonction publique et dans le secteur privé canadiens.

Enfin, les travaux du CISAN ont une grande valeur parce qu'ils permettent aux Canadiens de connaître le point de vue des Mexicains sur le Canada et l'Amérique du Nord, confrontant ainsi les décideurs canadiens avec la réalité.

Le CISAN publie également un bulletin et un magazine pouvant présenter un intérêt pour les décideurs canadiens. *América del Norte HOY* est un bulletin mensuel qui renseigne les lecteurs sur les événements et les nouvelles d'intérêt en Amérique du Nord. *Voices of Mexico* est un magazine trimestriel publié en anglais et ciblant principalement un lectorat étranger. Il traite de questions importantes au Mexique et de thèmes liés à la politique, à l'économie et à la culture nord-américaines.

Pour plus de renseignements sur le CISAN, veuillez consulter le site Web de l'organisme à l'adresse <http://www.cisan.unam.mx>. On peut consulter le magazine *Voices of Mexico* en ligne, à l'adresse <http://serpiente.dgsca.unam.mx/voices/2001/>.

Bientôt disponible *Les liens en Amérique du Nord : Occasions et défis pour le Canada*

La conférence d'Industrie Canada « Possibilités et défis pour le Canada » s'est tenue à Calgary du 20 au 22 juin dernier. Les participants ont exploré les multiples questions rattachées aux liens nord-américains, dont le pourquoi, la pertinence et les conséquences d'une intégration accrue. Les animateurs ont également exposé les diverses opinions communément exprimées à l'égard des accords régionaux et multinationaux sur le commerce. Nous préparons actuellement le résumé des discussions tenues au cours de la conférence en vue d'une édition spéciale de *Horizons*. La publication sera bientôt disponible sur le site Web du PRP.

Métamorphose de la frontière entre le Mexique et les États-Unis

« La région frontalière compte maintenant quatre ou cinq villes de la taille de Cleveland, en Ohio, [...] et pourrait bien abriter, dans vingt-cinq ans, jusqu'à 40 % de la population mexicaine. Cette région est le moteur économique du Mexique. Elle est devenue une immense salle de classe industrielle où les travailleurs non qualifiés, qui fabriquaient des pansements de gaze oculaires en 1980, fabriquent aujourd'hui des caisses enregistreuses et des modems, ainsi que le téléviseur couleur de marque Sony le plus vendu aux États-Unis. »

Pour plus de renseignements, voir Nancy Gibbs, « A Whole New World » *Time* (édition canadienne), 11 juillet 2001, p. 20-29.



L'américanité des Amériques

Le discours sur les Amériques, soulève plusieurs questions sur les voies d'une éventuelle intégration continentale, en plus d'inciter à une réflexion sur la transculturalité, les identités multiples et le concept d'américanité.

Réunis autour du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (GIRA), des chercheurs du Mexique, des États-Unis et du Québec ont pris comme cadre d'analyse l'américanité et ont développé et articulé autour de la question une démarche comparative et continentale.

Sans s'inscrire en opposition au courant économique, cet ouvrage entend apporter un éclairage sur d'autres aspects de l'intégration continentale. L'américanité acquiert ainsi une dimension plus large de partage identitaire et son approche multidisciplinaire et transnationale pourra servir d'exemple dans la poursuite d'études sur la question de la transculturalité et des identités multiples.

Pour plus d'information, voir : *L'américanité des Amériques*, sous la direction de Donald Cuccioletta, Saint Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2001.

Mexique Inc. : un nouveau gouvernement à la barre – les implications pour les entreprises canadiennes

Pour les entreprises canadiennes présentes sur le marché mexicain ou qui songent à y percer, la stabilité économique et politique qui caractérise actuellement le pays ainsi que les orientations, les plans et les défis propres à la nouvelle administration sont porteurs de messages.

- En raison de l'intense concurrence que suscite le marché mexicain, les entreprises canadiennes doivent s'y implanter solidement et faire en sorte d'avoir accès à l'information commerciale essentielle à cette fin. La création de partenariats avec des entreprises mexicaines est donc un élément stratégique déterminant. Il faudra toutefois évaluer les partenaires plus soigneusement que jamais pour s'assurer qu'ils ont, sur les plans technique, financier et du marketing, la capacité voulue pour soutenir et même surclasser la concurrence.

Les entreprises canadiennes disposent de certains avantages concurrentiels. Dans le contexte des changements importants qu'il envisage aux chapitres politique, social et économique, le Mexique perçoit le Canada comme un partenaire précieux, et parfois même comme un modèle à suivre. Les sociétés canadiennes peuvent donc exploiter cette synergie. D'autre part, la relation canado-mexicaine dans le cadre de l'ALÉNA peut en général être qualifiée de privilégiée en comparaison des autres accords de libre-échange auxquels le Mexique est partie. À cet égard, précisons que les droits de douane canadiens appliqués aux biens et services mexicains sont les plus bas qui soient et que le Canada a de son côté de bonnes assises sur le marché mexicain dans de nombreux secteurs.

- Lorsque le Mexique ira de l'avant avec son train de réformes, les entreprises canadiennes auront la possibilité de jouer un rôle plus important dans des secteurs comme l'électricité, le gaz naturel et les télécommunications. Des débouchés considérables continueront d'émerger grâce aux vastes conglomerats industriels ayant établi leur solvabilité à l'échelle internationale. À ce chapitre, la Société pour l'expansion des exportations cherche à élargir ses liens d'affaires avec des conglomerats industriels clés de la ville de Monterrey dans le but de favoriser l'exécution de commandes auprès de fournisseurs canadiens.

Il convient aussi de signaler l'annonce récente du projet Puebla-Panamá, qui consiste à créer des liens d'infrastructure dans le corridor régional sud s'étendant de l'État de Puebla, dans le centre du Mexique, à la frontière avec le Guatemala. Pour les entreprises canadiennes, ce projet offre diverses possibilités, notamment dans les secteurs de la construction (autoroutes et installations portuaires et aéroportuaires), de l'électronique et des télécommunications.

Cet article de Marvin Hough a initialement été publié dans le numéro de juin 2001 d'*Exportateurs avertis*, le magazine de la Société pour l'expansion des exportations, disponible à l'adresse : http://www.edc-see.ca/docs/exportwise/summer01/p22_f.htm.



Programme de recherche

Coopération entre le Canada et le Mexique sur la question des ressources naturelles

« Au 21^e siècle, il faut que le Canada devienne et demeure le pays « le plus ingénieux » au monde dans l'intendance, la mise en valeur, l'utilisation et l'exportation des ressources naturelles, c'est-à-dire le mieux équipé en technologies de pointe, le plus écologique, le plus soucieux de ses responsabilités sociales, le plus productif et le plus concurrentiel, et qu'il serve de modèle en ce qui concerne le développement durable. »

Grâce à la vision du ministre Ralph Goodale, Ressources naturelles Canada (RNCan) a renforcé ses liens avec le Mexique en signant, en avril 2001, une lettre d'intention visant à promouvoir la coopération en matière de ressources naturelles. Cette lettre a été ratifiée par les trois ministères

homologues de RNCan au Mexique – soit les ministères de l'Énergie, de l'Économie (responsable de l'exploitation minière) ainsi que de l'Environnement et des Ressources naturelles.

Cette lettre d'intention est le fruit de nombreuses années de coopération dans le domaine des ressources naturelles, au chapitre notamment de l'aménagement forestier, de la cartographie et de l'énergie. Cette lettre définit le cadre d'un partenariat renouvelé, axé sur le développement durable et la préservation des ressources naturelles.

En signant cette lettre d'intention, le ministre Goodale a indiqué que le Canada considère le Mexique comme un partenaire de premier plan dans plusieurs dossiers liés aux

ressources naturelles. Le pétrole et le gaz sont d'importantes ressources de l'économie mexicaine et constituent un vaste marché en pleine expansion pour le matériel et les technologies pétrolières et gazières canadiennes. Ces produits de calibre mondial peuvent contribuer à accroître l'efficacité énergétique au Mexique et aider ce pays à se doter de politiques et de pratiques axées sur la durabilité du point de vue écologique.

Le Canada et le Mexique devraient l'un et l'autre bénéficier des retombées de cette collaboration dans les domaines de l'énergie, de la foresterie et de l'exploitation minière puisque les deux pays visent l'exploitation la plus judicieuse possible de leurs ressources naturelles.

Échange de vues entre le Canada et le Mexique en matière de développement social et humain

La cohésion sociale sera le thème principal des activités qui se dérouleront dans le cadre d'une entente récente entre Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et le Mexique concernant l'échange de renseignements et de connaissances techniques en matière de développement social et humain.

Lors de la visite d'État du président du Mexique, Vicente Fox, la ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, et le secrétaire aux Affaires étrangères du Mexique, Jorge Castañeda, ont signé une lettre d'intention visant à faciliter l'échange de renseignements et d'opinions entre les experts, au profit des deux pays.

Le Mexique vient tout juste de dévoiler son plan de six ans, le premier visant à établir des objectifs pangouvernementaux cohérents. Au nombre de ces objectifs figurent le renforcement de la cohésion sociale et l'atteinte d'un certain niveau de vie pour tous les Mexicains.

Le Mexique souhaite d'abord axer la recherche et les politiques sur la cohésion de l'ensemble de la population et se pencher ensuite sur les questions qui touchent plus particulièrement les groupes vulnérables. Les discussions porteront, entre autres, sur la définition et l'utilisation d'indicateurs de cohésion sociale.

L'équipe formée par le Mexique pour participer à cette initiative sera dirigée par le coordinateur présidentiel du développement social, José Sarukhán. Dans la nouvelle administration transversale, vingt-trois ministères relèvent de M. Sarukhán. Le cadre des échanges avec DRHC se limitera toutefois probablement à un groupe de cinq à sept ministères, dont un ministère responsable de l'éducation sur les plans humain et professionnel.

DRHC est à la recherche d'autres ministères et organismes fédéraux intéressés à collaborer à cet échange avec le Mexique. Pour de plus amples renseignements, contacter Tracey Fyfe à la Division des relations internationales de DRHC, au (819) 994-8637.

La transition du Mexique – ALÉNA et défis à surmonter par le gouvernement Fox sur les plans politique et économique

Lors d'un déjeuner-conférence récent au Centre on North American Politics and Society de l'université Carleton, M. Alejandro Alvarez Bejar, professeur d'économie à la Universidad Autónoma de México, a entre-tenu les convives des grandes difficultés que doit vaincre le gouvernement Fox sur les plans politique et économique ainsi que de certaines répercussions de l'Accord nord-américain de libre-échange (ALÉNA). Selon Alvarez, pour venir à bout de ces difficultés, le gouvernement Fox devra élaborer des politiques publiques dynamiques et capables de s'attaquer en même temps aux défis d'ordre politique et économique.

SUR LE PLAN POLITIQUE

Alvarez a fait valoir que la tentative d'ouverture de l'appareil gouvernemental et de transformation des institutions, surtout pour ce qui est d'accroître la légitimité du Sénat, constitue un véritable défi. Pour concrétiser ces changements et d'autres changements du même ordre au niveau des institutions, le gouvernement Fox aura évidemment besoin de l'appui du peuple et des entreprises, mais aussi de celui des gouvernements d'État et des municipalités. Or, il aura du mal à obtenir cet appui, car nombre de gouvernements d'État et d'administrations régionales sont encore contrôlés par l'ancien parti.

L'approche privilégiée par Fox en matière de politiques publiques dans de nombreux dossiers importants combine les compressions budgétaires et les hausses d'impôt, ce qui constitue, selon Alvarez, la pire combinaison lorsque l'économie est en régression. Alvarez soutient que les effets de la réforme fiscale proposée par Fox seront minimes. En outre, des sondages d'opinion révèlent que les Mexicains sont contre la taxe de vente proposée et ne considèrent pas la réforme fiscale comme une question importante dont il faille s'occuper.

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Comme une majorité de ses échanges commerciaux impliquent les États-Unis, toute fluctuation de l'économie américaine a d'importantes répercussions sur le

Mexique. Ainsi, lorsque l'économie américaine connaît une forte croissance, comme dans les années 1990, le Mexique en bénéficie. De la même manière, l'économie mexicaine souffre énormément aujourd'hui du ralentissement actuel de l'économie américaine. Quant aux échanges commerciaux entre le Canada et le Mexique, ils sont beaucoup moins importants mais vont en augmentant depuis l'adoption de l'ALÉNA.

L'idée d'une monnaie commune en Amérique du Nord ne retient pas l'attention sur la scène nationale pour l'instant en raison de l'absence de variation importante du taux de change. Toutefois, Alvarez a laissé entendre que le gouvernement mexicain n'hésiterait pas à relancer ouvertement le débat sur cette question si le taux de change devait subir d'importantes fluctuations. Alvarez préconise un taux flottant, estimant que l'adoption d'une monnaie commune constituerait une atteinte sérieuse à la souveraineté du Mexique étant donné qu'il est très peu probable que la Réserve fédérale américaine ait un jour à sa tête un dirigeant d'origine mexicaine ou canadienne.

VOIE À SUIVRE

Alvarez a conclu son exposé en disant que les Mexicains attendent toujours que les réformes structurelles entreprises par le président Fox donnent des résultats. Celui-ci doit encore convaincre les citoyens que les réformes qu'il propose, c'est-à-dire la déréglementation de certains secteurs et du marché du travail, la réforme de la fiscalité, de la santé et de l'éducation et la privatisation du secteur de l'énergie se traduiront par une politique socio-économique plus équilibrée. Le président Fox doit donc continuer de tout mettre en œuvre pour parvenir à cet équilibre, c'est-à-dire répondre aux intérêts des mouvements sociaux et à ceux des institutions internationales.

GS



Le saviez-vous?



Chaque année depuis 1996, le commerce bilatéral entre le Canada et le Mexique progresse à un rythme d'au moins 10 %. Avec un bond de 30 % l'an dernier, la valeur de ces échanges a atteint 12 milliards de dollars US. Le Mexique est maintenant le quatrième marché d'exportation pour le Canada, après les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Et le Canada est le deuxième marché d'exportation du Mexique. L'an dernier, le Mexique a exporté davantage au Canada que dans les 15 pays membres de l'Union européenne combinés et presque autant vers le Canada qu'en Union européenne et au Japon combinés. Malgré le ralentissement économique observé aux États-Unis, qui affecte les économies de ses deux partenaires, les échanges commerciaux entre le Canada et le Mexique ont continué de croître en 2001 (de 8 % au premier trimestre).

L'investissement canadien au Mexique est six fois plus élevé qu'en 1993 et dépasse largement, selon Statistique Canada, les 3 milliards de dollars. En fait, le niveau de l'investissement au Mexique sous contrôle canadien est probablement encore bien plus élevé puisque certains de ces investissements se font par l'entremise de filiales situées dans des pays tiers, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni. L'ampleur de ces investissements, bien qu'elle soit impressionnante, n'atteint pas celle observée au Chili. Mais ces investissements représentent tout de même un enjeu de taille, qui pourrait encore s'accroître dans un proche avenir suivant les décisions politiques que prendra le Mexique dans les secteurs où le Canada détient un avantage concurrentiel important, comme celui de l'énergie.

Le tourisme dans les deux sens connaît une forte croissance. D'après les données recueillies par notre réseau de consulats, et après avoir

consulté des agents de voyage canadiens, l'ambassade a pu établir qu'environ 1 million de Canadiens ont séjourné au Mexique l'an dernier, et que le nombre de Mexicains qui visitent le Canada est également en hausse (environ 170 000 en 2000).

Le Programme des travailleurs saisonniers agricoles, qui existe depuis 25 ans aux termes d'un accord bilatéral, connaît lui aussi un grand succès. Récemment, le nombre de Mexicains ayant effectué un travail saisonnier au Canada (particulièrement en Ontario et aussi au Québec et dans les Prairies) n'a cessé de s'accroître. Le nombre de ces travailleurs dépassait 9 000 l'an dernier et pourrait se situer entre 11 000 et 12 000 cette année. Il s'agit d'un programme type qui profite à la fois aux agriculteurs canadiens et aux travailleurs mexicains.

Au fil de quelque 350 ententes d'échanges et de coopération, les universités et collèges canadiens et mexicains ont bâti un réseau qui continue de s'étendre. De fait, le Canada s'impose de plus en plus comme une destination de choix pour les étudiants mexicains, qui étaient plus de 6 000 l'an dernier. Cela est particulièrement impressionnant si l'on songe que ce nombre équivaut presque au nombre d'étudiants mexicains qui poursuivent leurs études aux États-Unis (9 000) et dépasse largement celui des étudiants qui choisissent de fréquenter un établissement d'enseignement où que ce soit en Europe – ce qui montre à quel point la perception qu'il est avantageux de faire des études au Canada est répandue chez les Mexicains. Fait tout aussi intéressant, il y aurait environ un millier de Canadiens inscrits à des cours à unités dans des universités mexicaines, le plus souvent dans le cadre de programmes d'échanges interuniversitaires.

Compte tenu de l'étendue des relations qu'entretiennent nos deux pays, l'ambassade du Canada au Mexique est devenue l'une des plus grandes ambassades du Canada et est maintenant responsable de la gestion et de la coordination des deux consulats canadiens situés à Monterrey et à Guadalajara, du réseau de 7 consulats honoraires ainsi que des services dispensés à contrat dans un bureau frontalier/des douanes à Laredo, à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Ambassade du Canada au Mexique

L'équipe Horizons du PRP

Rédacteur en chef

Patrick Morin

Éditeur

Éric Bélair

Collaborateurs

Saphina Benimadhu	Alfred Leblanc
Margaret Hill	Mathieu Mellon
Jimena Jimenez	Keith Patterson
Robert Johnson	Anne Routhier
Katherine Klotz	Greg Sweet

Traduction : TPSGC

Conception et mise en page :
Zsuzsanna Liko Visual Communication Inc.

Horizons est publié tous les deux mois par le Projet de recherche sur les politiques afin de stimuler l'échange d'information entre les chercheurs de l'intérieur et de l'extérieur de l'administration publique fédérale qui s'intéressent aux politiques.

Pour les commentaires, les questions, les demandes d'abonnement ou les changements d'adresse, voici nos coordonnées :

Courriel : horizons@prs-srp.gc.ca
Téléphone : (613) 947-1956
Télécopieur : (613) 995-6006

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des organismes auxquels ceux-ci ou *Horizons* sont affiliés.

© Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2001

